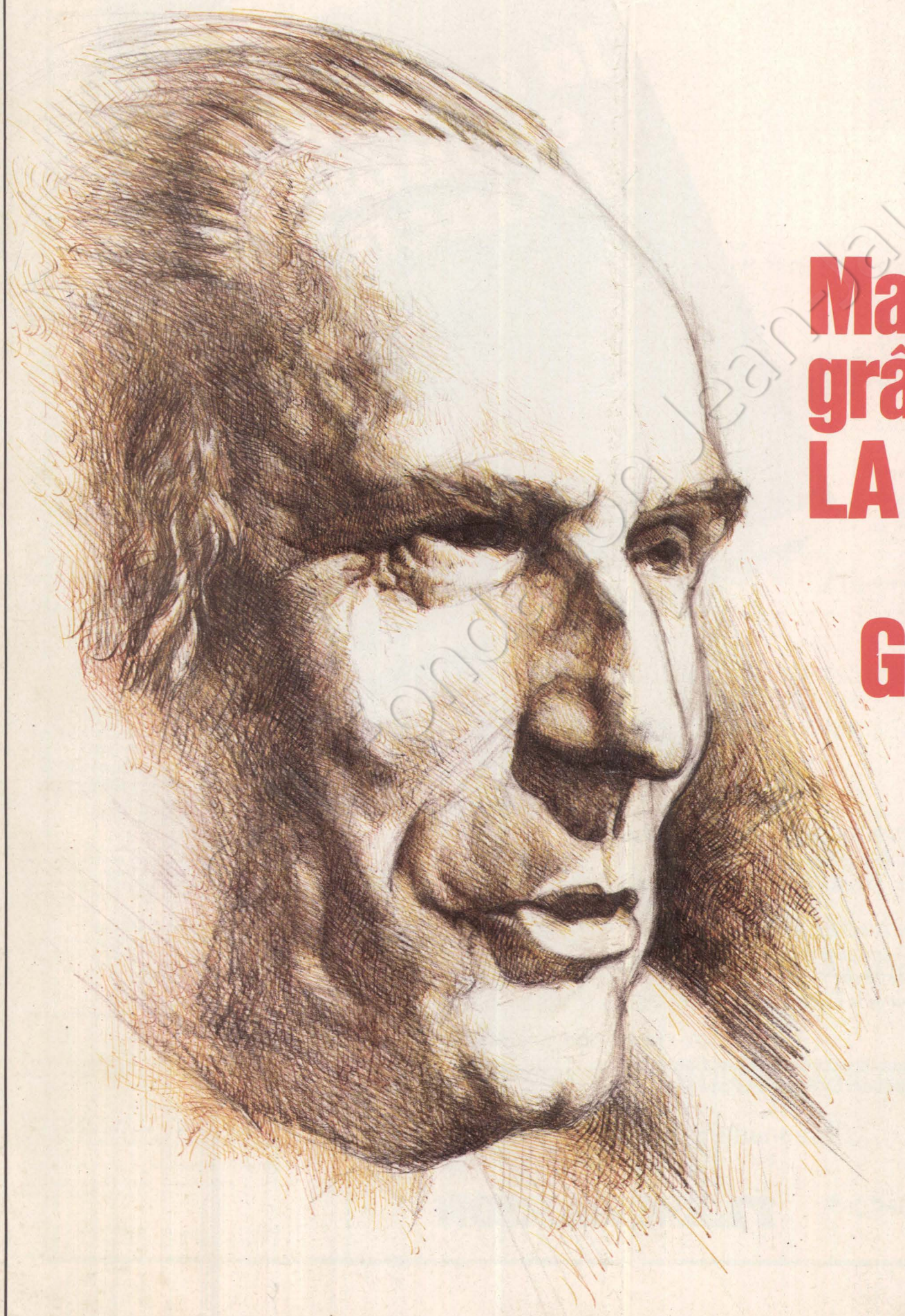
l'unité

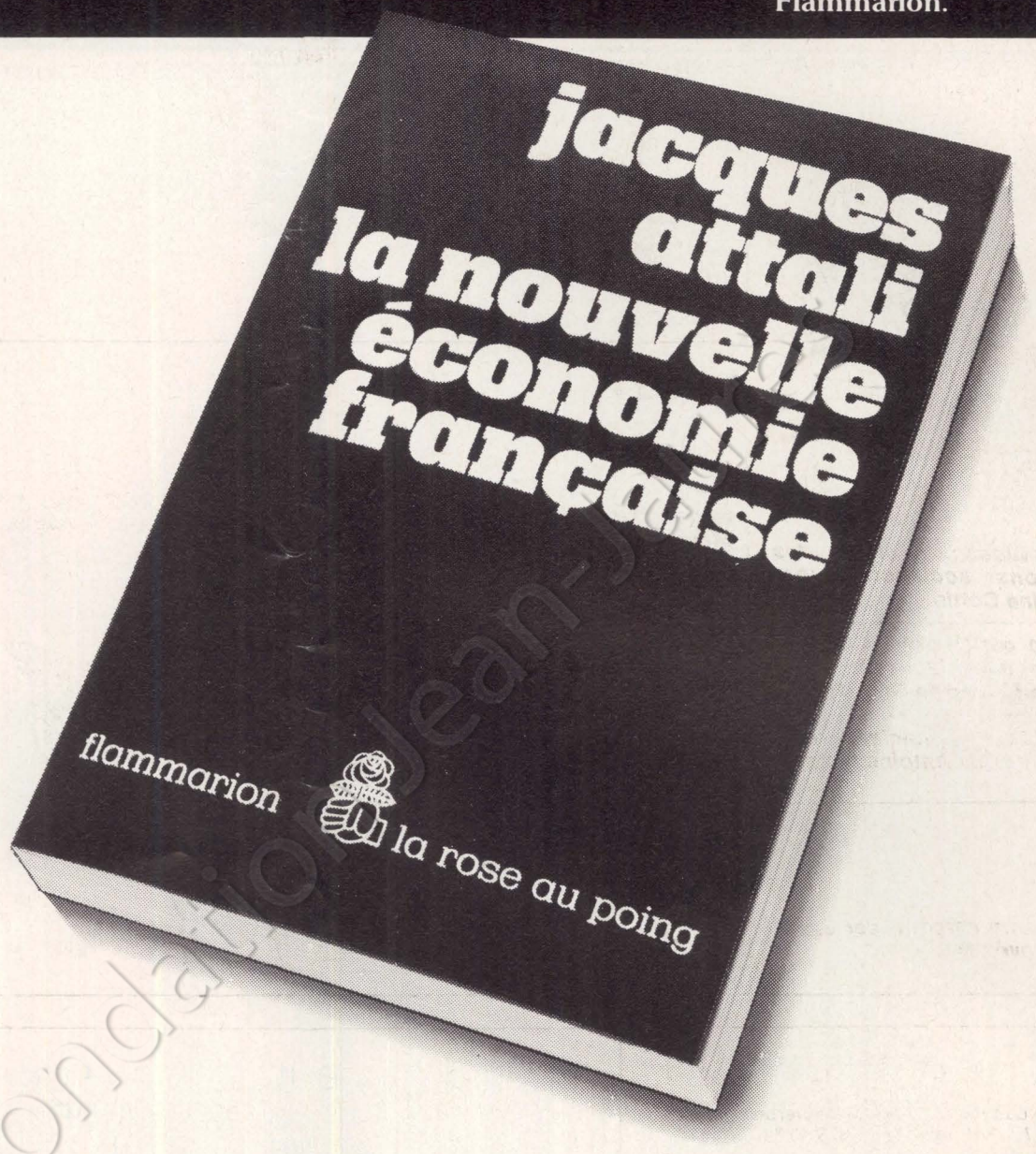
N° 287 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 17-23 mars 1978



Majoritaire grâce au P.s. LA GAUCHE DOIT GAGNER

"La nouvelle économie française" de Jacques Attali : penser aujourd'hui la France d'après la crise.

Flammarion.



"Quand commencera le XXIe siècle, la France sera devenue une filiale des Etats-Unis d'Amérique ou la matrice d'une nouvelle forme de progrès. Tel est l'enjeu des choix politiques des prochaines années".

C'est ainsi que Jacques Attali entreprend une analyse de l'histoire économique de notre pays et un diagnostic, sur les avenirs possibles. Point de départ : 1870. Echéance : l'an 2000. Sujet : l'avenir de la France. A lire pour prendre du recul.

Jacques Attali. La nouvelle économie française, 256 pages, 36 F. Collection La Rose au Poing.

FLAMMARION

Synergie, K.E.

sommaire

7

L'éditorial de Claude Estier

10 à 13

Est : Le courant est passé, par Emmanuèle Plas



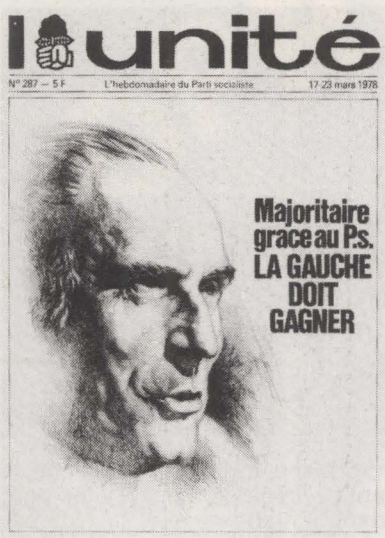
Rhône-Alpes : Ancrage des positions socialistes, par Christine Cottin

Région parisienne : « Ça crapahute dans les sections ! » par Frédérique de Gravelaine

Paris : Le P.S., premier parti de la gauche, par Antoine Violet

14

Le vote de l'argent, par Jean-Loup Revérier



France

4

Majoritaire grâce au P.s., la gauche doit gagner, par Guy Perrimond



Les entretiens de « l'Unité »

27

Cette semaine Claude Glayman s'entretient avec Brigitte Massin, musicologue

Monde

22

Italie : Deux partis en un, par Marc Semo

Société

24

R.f.a. : Un peu de savoir, très peu de pouvoir, par Nicole Du Roy

Télévision

33

On demande du sang neuf, par Gabrielle Rolin



Photos et dessins

A.f.p. (page 10), Barrigue (pages 6, 21, 23), Cagnat (page 1), Coureuil(pages 6, 9, 25), Keystone (pages 20, 30, 31), Pascal Lebrun (pages 5, 10, 11, 12, 13, 20, 24, 28, 29), Pym (page 26), Solo (pages 18, 30, 31, 32), Sygma (pages 5, 14, 15, 22), Viva (page 24).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liègeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

Fondation Jean-Jaurès

LA GAUCHE DOIT GAGNER

Grâce au P.s. la gauche est majoritaire et la victoire à portée de la main. Il nous reste à convaincre jusqu'au dernier instant

ON espérait la victoire. Ce ne fut qu'un succès. Gonflés d'espoir, bardés de sondages, le « peuple de gauche » tout entier et les socialistes en particulier espéraient qu'au soir du premier tour l'avance serait telle que le 19 mars ne serait plus qu'une formalité. Nous avions oublié qu'une croissance de 3 % est déjà un raz de marée et qu'il n'est pas simple de tuer le vieil homme qui sommeille dans chaque citoyen. Que la peur, la crainte du lendemain, du nouveau sont des sentiments communs que la droite manipule avec efficacité. Et que la stratégie du soupçon est génératrice d'échec.

Lorsqu'à 20 heures les premières estimations « tombèrent », la joie qu'elles auraient dû provoquer se transforma souvent en déception : la gauche était majoritaire, mais insuffisamment à notre goût. Pourtant, dans bon nombre de circonscriptions, cette déception n'était que « nationale ». Sur le plan local, il en allait différemment, le P.s. augmentait ses voix, permettant à la gauche, lorsqu'une autre de ses composantes n'en perdait pas, de prétendre avoir un député de plus le 19. Comment être déçus dans ces cas-là ?

Faiblesses et belles percées

Car, pour prendre la mesure de l'événement, il ne faut pas comparer les résultats aux espoirs multipliés par les sondages, mais, plus simplement, aux résultats antérieurs comparables, c'est-à-dire aux législatives de 1973. Voyons tout d'abord les faiblesses. Même si elles ne sont pas nombreuses, elles existent : sur les 170 circonscriptions tests de « l'Unité », dans 17 cas seulement les candidats socialistes ont fait un score égal ou inférieur — en pourcentage — à 1973. Peu de points communs entre ces circonscriptions : certaines appartiennent à ce que l'on appelle les « terres socialistes », là où depuis des décennies le P.s. obtient des scores élevés. Dans ce cas, il faut parler de difficultés de succession, même s'il ne s'agit pas d'un député sortant. Ces difficultés existent, les militants seront les derniers à les nier. Mais il ne faut pas les surestimer. Car ont joué également les modifications de population, les vieilles habitudes, les rivalités que l'on aurait pu croire d'un autre âge et que les événements des derniers mois ont ravivées. Mais il ne faut pas donner à ce phénomène plus d'importance qu'il n'a : s'il est douloureusement perceptible dans le cas d'un député sortant, il n'affecte que très peu de circonscriptions.

En ce qui concerne les gains, les sujets de satisfaction sont incomparablement plus nombreux : dans nos tests, le P.s. améliore son score dans 153 cas sur 170. Et pas seulement dans les circonscriptions où nous avions prévu de « belles percées ». Si nos lecteurs ont eu la possibilité de comparer les pourcentages de dimanche dernier à ceux de 1973, ils auront pu constater que, même dans les cas où le P.s. était en tête d'une gauche à plus de 45 %, bon nombre de candidats améliorent leur position. Et parfois de plusieurs points. Or, pour être en tête d'une gauche à plus de 45 %, il fallait dépasser dans la quasi-totalité des cas les 25 %... C'est dire si la poussée a été forte.

Régionalement, l'analyse des résultats apporte quelques satisfactions. Tout d'abord, la « percée » bretonne — mesurée aux élections précédentes — est confirmée. Non seulement le P.s. est en tête de la gauche dans la majorité des circonscriptions bretonnes, mais, dimanche soir, il devrait compter dans ces départements quelques députés de plus. La croissance dans ce qui fut une « terre de mission » est en moyenne de l'ordre de 10 % et, souvent, le niveau atteint est supérieur de plusieurs points à la moyenne nationale. Au point que, dans l'avenir, certains de ces départements peuvent fort bien devenir des « fiefs ».

Mais la vraie percée de dimanche dernier a eu lieu dans l'Est (voir page 12). Dans ces départements où, depuis 1945, la droite régnait sans partage, les résultats de dimanche ont appris aux Alsaciens que la gauche existait aussi. Quelques certitudes et quelques habitudes viennent d'être ébranlées. Ce qui, pour l'avenir, est de première importance.

Dans la région Rhône-Alpes (voir en page 13), où le P.s. doit gagner plusieurs députés, les bons résultats de 1973 ont été plus que confirmés. Mieux, l'influence du P.s. s'est généralisée. Il n'est que de voir les résultats de la Drôme et de l'Isère. Là aussi, le P.s. est en tête de la gauche dans la majorité des circonscriptions. Or, l'implantation militante d'un parti passe par de tels phénomènes : sortant de ses points d'ancrage, c'est en devenant hégémonique dans l'ensemble de la région qu'il peut assurer son avenir.

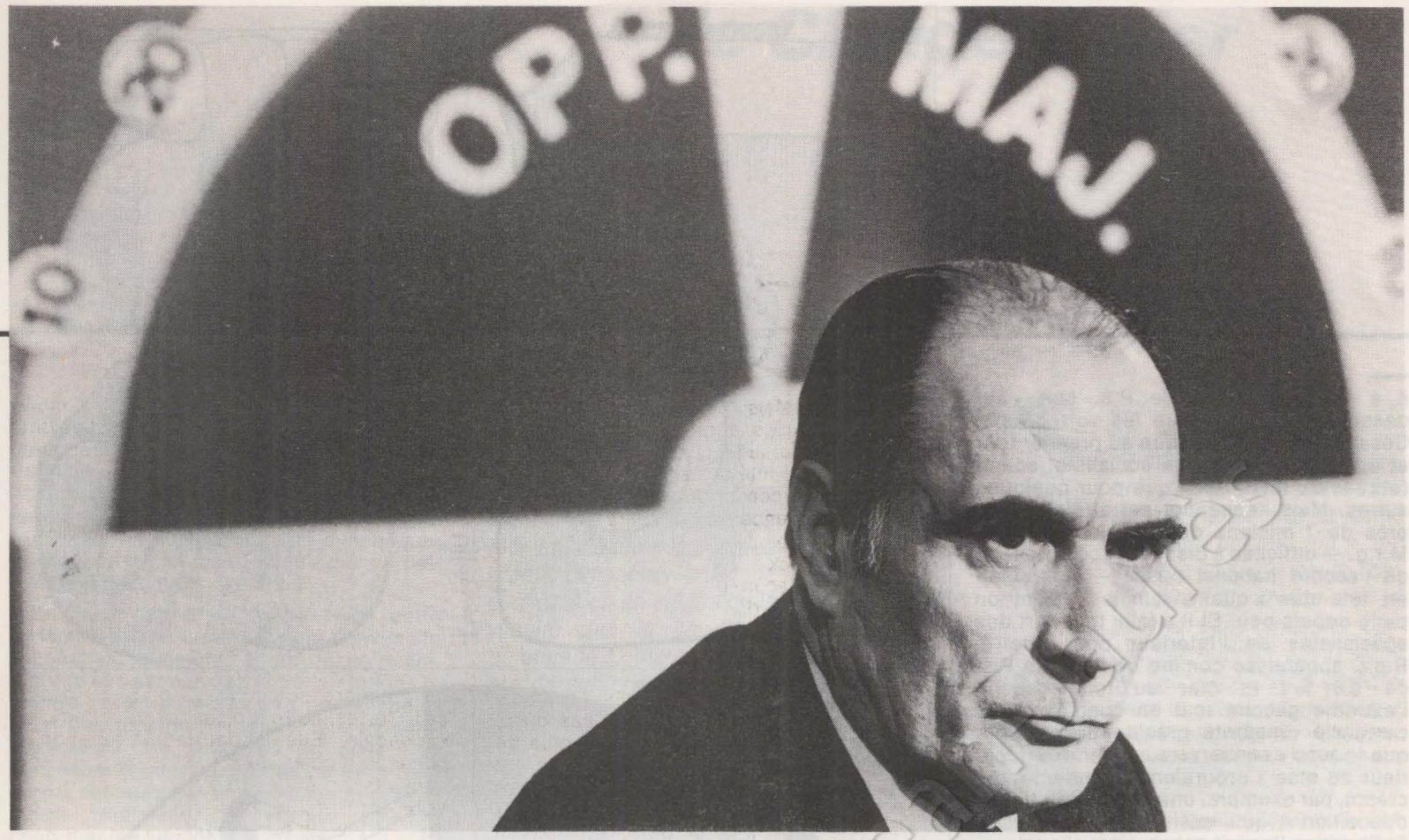
Dans la région parisienne, enfin, le fait essentiel résume le résultat national : le rééquilibrage de la gauche. Dans nos circonscriptions tests, pour l'ensemble des 5 départements de la couronne et de Paris, nous avions choisi 23 circonscriptions où le P.c. était, en 1973, devant le P.s. Dimanche, le P.s. avait doublé le P.c. dans 13 de ces 23 circonscriptions. Et, dans de nombreux cas où le P.c. est demeuré à la première place, le P.s. a tout de même réussi de belles percées. Par exemple dans l'Essonne (voir page 10). Mais ce phénomène ne peut pas être limité à la seule région parisienne, même si dans cette région le phénomène est plus sensible. Au total, sur les 418 circonscriptions où un second tour est nécessaire, le P.s. est en tête de la gauche dans 251, le M.r.g. dans 20 et le P.c. dans 146. Le P.s. et le M.r.g. seront donc porteurs des espoirs de la gauche dans 65 % des circonscriptions, alors qu'en 1973 il n'étaient en première position que dans 54 % des cas. Certes, cette croissance peut sembler secondaire. Elle est pourtant le reflet de la poussée globale du P.s. et le gage de son implantation militante et électorale future. Vous trouverez dans les pages suivantes des extraits de nos tableaux de la semaine précédente : nous avons tout simplement repris les circonscriptions que nous avions choisies dans l'Est, la région parisienne et Rhône-Alpes. Leur lecture prouve que la poussée du P.s. est forte, nationale et que si, ici ou là, le P.c. « double » un socialiste c'est, le plus souvent, le contraire qui se produit. Au total, le P.s. a amélioré ses positions dans l'immense majorité des circonscriptions alors que le P.c. n'a réussi à le faire que dans une minorité.



Le cuisinier Bonnet

Mais il faut revenir sur le résultat global. La « technique » utilisée par le ministère de l'Intérieur est telle que l'on est en droit de s'interroger sur la valeur des pourcentages publiés. Sur ceux du P.s. — mais aussi sur ceux du R.p.r. Déjà, des journaux ont « refait les comptes » et arrivent à des pourcentages quelque peu différents. Car

→



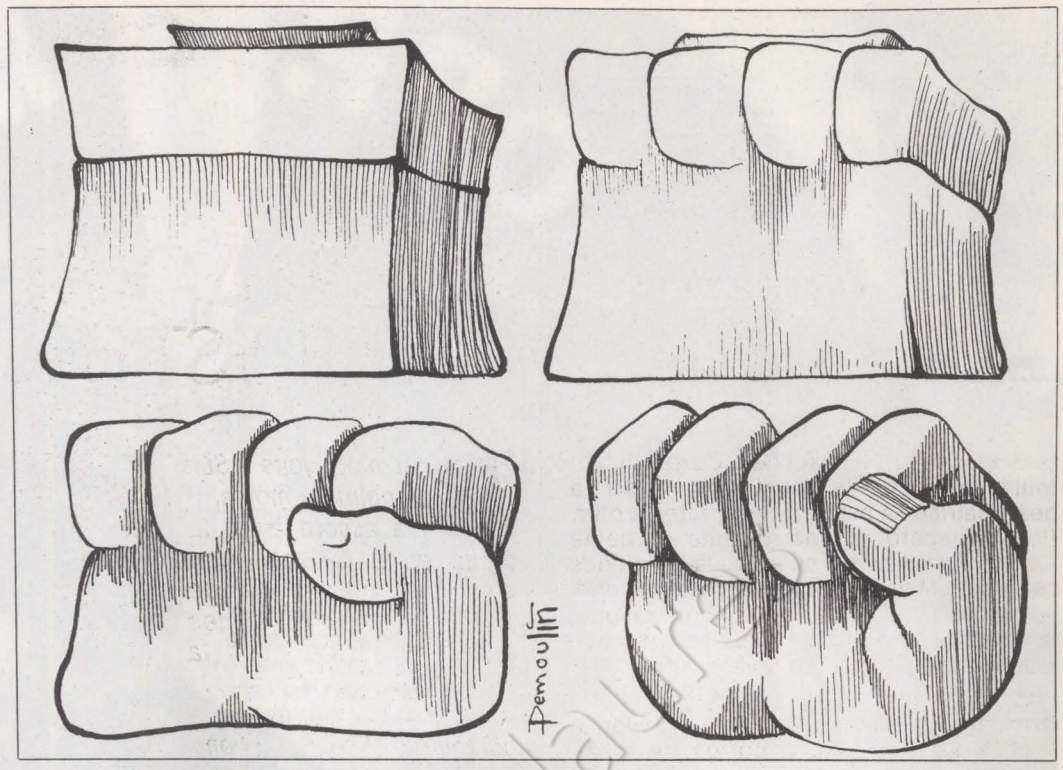


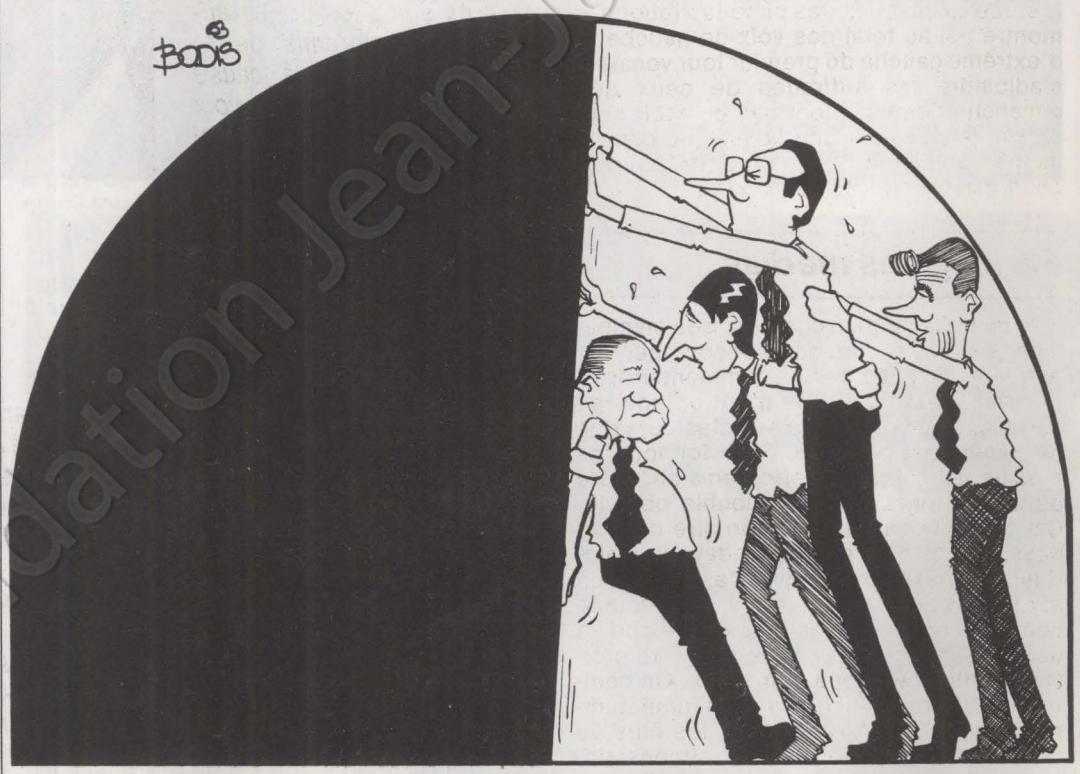


La journée du lundi 13 mars.









MAJORITÉ MINORITAIRE DEVENANT MINORITÉ MAJORITAIRE



→ il a fallu, pour que le P.s. soit « au-dessous » du R.p.r, que les voix d'Aimé Césaire, élu en Martinique au premier tour et apparenté au groupe socialiste, soient retirées du total. Ainsi que pour quelques autres. Mais l'essentiel est atteint : avec près de 7 millions de voix, le P.s. et le M.r.g. — difficiles à dissocier, compte tenu de l'accord national passé — sont bien en tête des « quatre familles » dont on parle depuis peu. Et il a fallu tout l'art des spécialistes de l'Intérieur pour que le R.p.r. apparaisse comme doublant le P.s. de 0,01 % ! Et ôter du total gauche l'extrême gauche tout en coagulant une catégorie « majorité présidentielle » pour que le bloc « conservateur » semble supérieur au bloc « programme commun ». En créant, par exemple, une catégorie « divers opposition », qu'il est difficile d'analyser. Si Christian Bonnet est souvent silencieux, il n'en demeure pas moins qu'il s'est révélé un merveilleux cuisinier...

Reste que les explications sur chacun des succès ne remplacent pas l'analyse sur ce qui n'a pas été. Il faudra y revenir. Pour l'instant, quelques brèves notations sur l'ensemble des voix de gauche. Selon le ministère de l'Intérieur, le P.s. a crû de 3,39 %, le M.r.g. est resté stable ainsi que l'extrême gauche. Et le P.c. a décrû de 0,85 %. Ce qui prouve bien que c'est la croissance du P.s. qui a conduit la gauche au succès. Et que l'on peut déplorer à la fois la croissance plus faible qu'espérée du P.s. et le tassement du P.c.

Reste le débat sur les sondages. Entre les intentions annoncées et les résultats, il y a 3 points d'écart. Faut-il y voir un reflux de l'électorat, une erreur des instituts de sondage ou, plus simplement, le fait qu'une part de l'électorat, sûre du résultat du P.s., s'est éparpillée sur d'autres candidats ou, peut-être, a attendu le 19 mars ? Nous n'aurons jamais de réponse définitive à ces interrogations.

Est-ce suffisant ?

Mais l'essentiel, avant le 19 mars, n'est pas là. Le P.s. est devenu le premier parti de gauche. Si, à une décimale près, il n'apparaît pas sur les statistiques comme le premier parti de France, c'est seulement grâce aux experts de Christian Bonnet. S'il conserve des « bastions », ceux-ci viennent d'être rejoints par bon nombre d'autres départements. Tout comme en 1973, le P.s. n'obtient plus de 40 % des suffrages que dans un seul département. Mais, alors qu'il se situait entre 30 et 40 % dans 12 départements, il y en a cette année 18. Pour la tranche de 20 à 30 %, il y avait 38 départements, et il y en a 61 aujourd'hui ; entre 10 et 20 %, 38 départements également en 1973 et 7 seulement le 12 mars ; un seul avait moins de 10 % en 1973, aucun aujourd'hui. Cette « nationalisation » par le haut devrait permettre de voir élus, dimanche prochain, des députés socialistes dans l'immense majorité des départements. Il y aura, à l'Assemblée nationale, bien des têtes nouvelles.

Pourtant, pour les électeurs de gauche, la seule question depuis dimanche soir est autre. Certes, ils admettent les succès — comment ne pas le faire ? — mais très vite une interrogation apparaît : « Cela va-t-il suffire ? » Et il est difficile de répondre. Car plusieurs questions se posent : s'il est évident que la droite a utilisé toutes ses réserves, il n'est pas sûr, loin de là, qu'il en soit de même pour la gauche. Mais sont-elles placées là où il faut, c'est-à-dire dans les circonscriptions gagnables ? Localement, il est possible parfois de répondre, ce qui explique que le 19 les spécialistes de service parleront de surprise. Nos tests de la semaine dernière vous aideront à les « voir venir ». Deuxième question : comment se

feront les reports à gauche ? Certes, il faut tout faire pour qu'ils soient bons, mais il y a des cicatrices à panser, des doutes à ôter. Peut-on espérer qu'une semaine — à peine — suffira pour éviter qu'ici ou là il y ait des bavures ? Mais, surtout, l'accord de lundi réussira-t-il à déclencher une dynamique, la fameuse dynamique unitaire qui a cruellement fait défaut le 12 mars ?

Or, pour gagner, il faut recréer cette dynamique. Il faut montrer qu'à nouveau le succès est possible, à portée de main. L'étude cas par cas des circonscriptions le montre : si au total des voix de gauche et d'extrême gauche du premier tour venaient s'adjoindre les suffrages de ceux qui, dimanche dernier, n'ont pas pu avoir confiance, fatigués par une polémique pour le moins artificielle, la victoire pourrait confirmer les succès du 12 mars.

Forcing des médias

Et la droite l'a bien compris. Ses manipulations n'ont qu'un but : décourager les électeurs de gauche. Ses commentaires — le « rien n'est joué » — n'ont qu'une raison : faire comprendre à ses électeurs que sa défaite est possible. Et le forcing des médias, au cours de cette semaine, a été pensé en fonction de ce double objectif. Car la droite sait que, minoritaire dans le pays, elle ne peut espérer redevenir majoritaire à l'Assemblée nationale, grâce à un scrutin très particulier, qu'à une double condition : que les électeurs de gauche se démobilisent et que les électeurs de droites maintiennent tous leur choix. On comprend dans ces conditions que l'inquiétude soit réelle. Et ce ne sont pas les élus du premier tour — merveille des circonscriptions taillées sur mesure — qui suffiront à la majorité sortante (minoritaire actuellement) pour qu'elle demeure majoritaire au Parlement si, à gauche, la dynamique de l'union est relancée.

Etrange pouvoir de l'espoir et du rêve : il a suffi qu'il ne soit pas pleinement exaucé pour que le « peuple socialiste » se mette à douter. Non pas de lui-même, du parti qui porte ses espoirs, mais de la victoire. Ce doute n'a pas que des aspects négatifs. Passé les premiers instants, il n'est que de voir les militants socialistes préparer le second tour pour comprendre. Il suffirait d'écouter les membres du comité directeur et les secrétaires fédéraux réunis lundi à Paris pour percevoir que l'espoir demeure. Mais un espoir qui se double d'une volonté plus ferme. Car qui d'entre nous n'a pas compris que la victoire est à portée de main et dépend, en grande partie, de nos efforts ? Nous savons donc ce qu'il reste à faire : convaincre, jusqu'au dernier moment.

GUY PERRIMOND

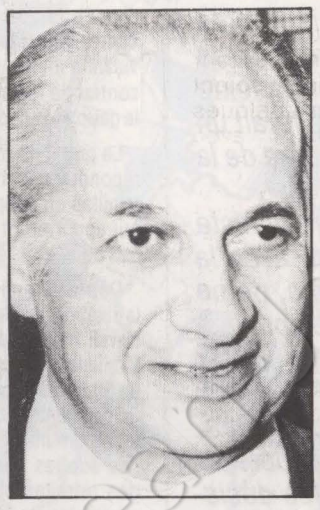
l'éditorial de Claude Estier

TOUT EST ENCORE POSSIBLE

Rien n'est joué ! Sur ce point au moins, il y a accord entre la droite et la gauche. Rien n'est joué, c'est-à-dire que tout peut encore sortir des urnes dimanche soir : la confirmation en sièges de la victoire que la gauche a obtenue le 12 mars en nombre de suffrages ou le sauvetage in extremis de la majorité sortante à cause d'un mauvais report de voix et d'un découpage électoral fait pour l'avantager.

Car un fait demeure, que ne peut effacer la propagande gouvernementale relayée depuis dimanche soir par les télévisions, les radios et une partie de la presse écrite : c'est bien la gauche qui a obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour — aux environs de 50 %. La « majorité » est devenue minoritaire, sa politique a été censurée par les électrices et les électeurs. Aucun truquage, aucune manipulation de statistiques ne peut empêcher qu'il en soit ainsi.

Truquages et manipulations ne peuvent pas non plus modifier les résultats obtenus par le Parti socialiste. Certes, ceux-ci ne sont pas exactement à la mesure des espoirs nés de sondages répétés dont il faudra bien un jour admettre qu'ils ne constituent pas une loi de la vie politique. Mais, alors que toutes les grandes formations politiques, sans exception, ont reculé par rapport aux dernières élections législatives, le Parti socialiste est le seul à avoir progressé à la fois en nombre de voix (près de deux millions) et en pourcentage (4 %). Il y a beaucoup d'impudeur de la part de



Raymond Barre et de Jacques Chirac à affirmer que le P.s. est le perdant de ces élections, alors que c'est à eux que la majorité des électrices et des électeurs ont dit non. Et que dire de la campagne de mensonges et de calomnies développée par « France-Soir » et « le Figaro », singulièrement plus discrets sur l'échec spectaculaire de leur patron Hersant à Neuilly !

Il reste que le succès de la gauche au premier tour est trop court pour se transformer automatiquement en victoire au second. Il faut, pour y parvenir, que se mobilisent sans défaillance toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le Pouvoir actuel, que joue à plein en faveur du changement la dynamique unitaire heureusement relancée par l'accord intervenu lundi soir entre les trois partis signataires du Programme commun. Sans doute est-il logique de se demander pourquoi cet accord n'a pas été signé six mois plus tôt, ce qui aurait probablement donné à la gauche un élan irrésistible. C'est une question pour plus tard. La tâche d'aujourd'hui est qu'il ne manque pas une seule voix au candidat unique de la gauche dans chacune des circonscriptions qui restent en ballottage. Nous demandons à tous les électeurs socialistes de ne faillir en aucun cas à cette discipline.

Si l'on doutait que cette dynamique unitaire soit bien l'arme suprême de la gauche, il n'est que de voir la rage qui s'est emparée depuis lundi soir des leaders de la droite rivalisant dans l'art du mensonge pour tenter, une fois de plus, de faire peur aux hésitants. On n'en est pas encore aux chars soviétiques à Paris — dont Michel Poniatowski brandissait la menace en 1974 à la veille du second tour de l'élection présidentielle —, mais les « arguments » de Barre, de Chirac ou de Lecanuet restent bien de la même veine.

Rivaux entre eux, incapables de s'entendre sur un programme, ils ne s'accordent que pour garder le pouvoir, même si c'est contre la majorité du peuple, même s'ils sont rejetés par la France qui souffre, par la France qui travaille, celle, par exemple, qui acclamait François Mitterrand mercredi devant les usines Renault à Billancourt.

Si l'union s'est refaite en quelques heures, c'est parce que des millions de Français l'ont attendue, espérée, exigée. C'est à eux de parler dimanche et de faire en sorte qu'ils ne soient pas volés de leur victoire.

L'APPEL DES TROIS PARTIS SIGNATAIRES DU PROGRAMME COMMUN

Il n'a guère fallu que trois heures lundi soir pour que les trois partis de gauche s'accordent sur un texte qui indique clairement ce que ferait un gouvernement issu d'une victoire de la gauche dimanche prochain.

La délégation du Parti communiste était venue à cette rencontre avec la volonté, immédiatement visible, de ne soulever aucun des problèmes par lesquels le P.c.f. a alimenté depuis six mois sa polémique contre le P.s.

Georges Marchais a, d'emblée, accepté le postulat posé par la délégation socialiste, à savoir que les désistements n'étaient pas négociables. Il restait donc à faire la synthèse entre le projet de déclaration commune que venait d'adopter le comité directeur, « une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun », et le texte présenté par la délégation du Parti communiste énumérant les premières mesures que mettrait en œuvre ce gouvernement. Ce travail terminé, il ne restait plus qu'à rendre publique la déclaration commune — ce que fit François Mitterrand, entouré de Georges Marchais et de Robert Fabre, face à une véritable armée de journalistes, de cameramen et de photographes.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, les Françaises et les Français viennent d'apporter en majorité leurs suffrages à la gauche. C'est le fait dominant du premier tour des élections législatives. Il traduit la volonté de changement du pays, l'espoir d'une politique nouvelle qui en finisse avec la crise, les difficultés de vivre, les injustices et les abandons qui caractérisent la politique de la droite. Cette réalité, malgré les énormes moyens de propagande utilisés par les partis au pouvoir et les manipulations des statistiques officielles, ne peut être dissimulée. Elle ouvre la perspective d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, dimanche prochain, afin d'assurer l'avènement d'un gouvernement d'Union de la gauche et d'une politique de progrès et de justice sociale, de décentralisation, de liberté, de coopération dans l'indépendance, de paix.

Les partis de gauche affirment solennellement leur volonté de tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun de la gauche.

Dans cet esprit, dès lors que le pays leur aura accordé sa confiance, ils s'engageront à poursuivre, à partir de l'acquis que représentent le Programme commun de 1972 et les dispositions déjà adoptées dans le cadre des travaux conduits en 1977, la négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'Union de la gauche sera chargé d'appliquer.

La première tâche du nouveau gouvernement sera de répondre à l'attente légitime des travailleurs et des familles en adoptant les importantes mesures sociales qui apporteront à ceux-ci l'amélioration indispensable des conditions et du cadre de leur existence.

Dès les premiers jours de son installation, il décidera la fixation du Smic à 2 400 F pour quarante heures de travail hebdomadaires : le relèvement des allocations familiales — avec versement dès le premier enfant — de 50 % d'ici au 1er janvier 1979 et d'au moins la moitié de ce montant dès le mois d'avril ; la fixation à 1 300 F du minimum vieillesse et de l'allocation pour handicapés adultes ; une revalorisation de 15 % en moyenne des retraites et pensions ; la fixation des allocations minimales de chômage à deux tiers du Smic quand le chômeur est le seul salarié de la famille et à 50 % dans les autres cas, y compris pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Mesures et négociations

Ces mesures seront assorties, en fonction des besoins, d'un allégement des charges pour les petites entreprises, du commerce, de l'artisanat et, d'une manière générale, des industries de main-d'œuvre.

Dans le même temps, le gouvernement prendra les dispositions pour que s'engage une négociation avec les organisations syndicales et professionnelles sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la hiérarchie. Dans cette négociation, il préconisera : une hausse différenciée du pouvoir d'achat des salaires ; le retour rapide aux quarante heures en cinq jours ; l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ; la suppression des discriminations qui frappent les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés ; la création de 500 000 emplois nouveaux — dont 210 000 dans le secteur public — la première année ainsi que toutes autres mesures visant à faire reculer le chômage.

Une négociation sera engagée avec les organisations agricoles en vue d'assurer la garantie et l'amélioration des revenus des exploitants agricoles familiaux grâce à la fixation de prix à la production tenant compte de l'évolution des charges d'exploitation, à l'organisation des marchés, à la lutte contre la spéculation foncière et à la discussion avec nos partenaires d'une nouvelle politique agricole commune.

Le gouvernement soumettra au Parlement dès sa première session des projets de loi et dispositions budgétaires concernant : l'abaissement de l'âge ouvrant droit à une retraite avec pension complète à soixante ans en règle générale et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs occupant un emploi pénible ; la cinquième semaine de congés payés ; l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale ; l'action en faveur de la santé ; l'action en faveur du logement social ; une politique équitable des loyers et des charges locatives ; la démocratisation de l'enseignement et le développement de la formation permanente ; des équipements pour l'enfance ; une juste indemnisation pour les rapatriés.

Des initiatives seront prises et des moyens dégagés afin de donner l'impulsion à une politique hardie de lutte pour la protection du cadre de vie, contre la pollution et les nuisances.

La réalisation et la poursuite efficace de cet indispensable effort social exigent que soient appliquées les réformes qui en fourniront les moyens économiques, financiers et politiques indispensables. Il s'agit notamment des nationalisations du secteur bancaire et financier et des groupes industriels qui seront soumises au Parlement dès sa première session ; de l'indexation de l'épargne ; de la réforme de la fiscalité comportant en particulier la création d'un impôt sur les grandes fortunes et d'un impôt sur le capital des sociétés ; de l'élaboration d'un plan démocratique de développement ; de la mise en route de politiques nouvelles en matière industrielle, agricole, maritime, d'aménagement du territoire et d'échanges extérieurs.

L'extension des droits démocratiques des travailleurs et de leurs organisations, les mesures pour l'égalité des femmes dans tous les domaines et favorisant l'évolution des mentalités, la décentralisation des pouvoirs notamment par l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel à la proportionnelle et la suppression des tutelles sur les communes, feront l'objet de mesures rapidement engagées. Les trois partis attachent une importance particulière à la garantie et à l'extension des libertés individuelles et collectives.

Les problèmes des Dom-Tom seront réglés avec les populations concernées sur la base du droit à l'autodétermination.

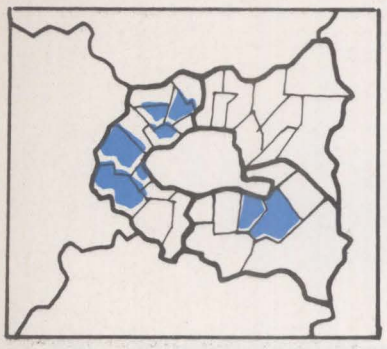
Le gouvernement prendra toutes les initiatives appropriées en vue de garantir l'indépendance du pays, d'assurer le développement de la coopération de la France dans le Marché commun ainsi qu'avec tous les pays qui le souhaitent, de progresser dans la voie du désarmement général.

Gouverner ensemble

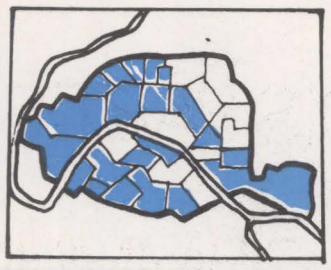
Pour appliquer cette grande politique nouvelle, les partis de gauche s'engagent à gouverner ensemble en prenant leur place dans un gouvernement d'Union de la gauche dont la composition respectera la volonté du suffrage universel et dont l'activité sera fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, la délibération et la solidarité.

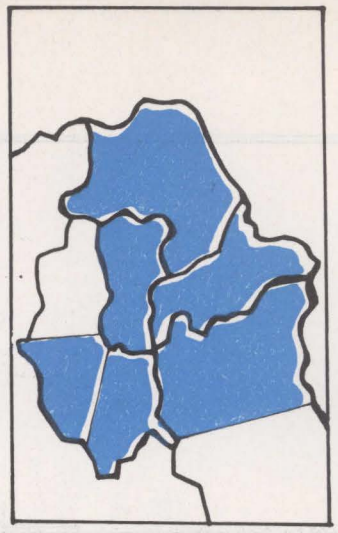
Le Parti socialiste, le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. Ce désistement nominatif figurera sur la circulaire et sera diffusé par voie d'affiche. Les candidats se désistant participeront aux réunions publiques organisées en vue d'assurer le succès des candidats d'Union de la gauche. Les trois partis demandent à leurs organisations départementales de se rencontrer en vue d'assurer l'application de toutes ces dispositions dans le meilleur esprit de loyale coopération.

Les trois partis appellent leurs candidats et leurs militants à se mobiliser pour rassembler dans le même combat toutes celles et tous ceux qui aspirent à un véritable changement. Pas une voix ne doit être perdue pour la gauche. Tout doit être fait et partout pour battre la droite.

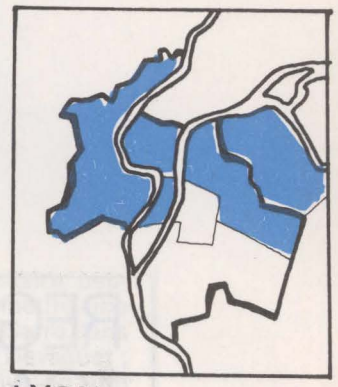


PARIS et region



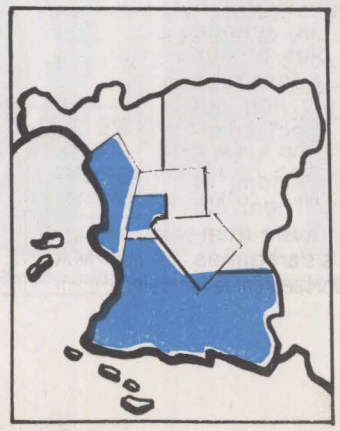


LILLE et région



LYON

BORDEAUX



MARSEILLE



CORSE

Circonscriptions où le Parti socialiste et le M.r.g. sont arrivés en tête de la gauche (en bleu sur la carte).

REGION PARISIENNE : "ÇA CRAPAHUTE DANS LES SECTIONS"

MOQUETTE de haute laine, tapisserie de Vasarely... Dans ce décor pompidolien mais somptueux de la mairie de Créteil, Catherine Lalumière attend les résultats. Créteil morne plaine... Comme dans toute la France, à 20 heures ce dimanche, les socialistes ici sont plutôt désemparés, déçus. A 21 h 45, Catherine a peu de chances de pouvoir représenter la gauche au second tour. Mais, peu à peu, des résultats plus favorables arrivent, et Catherine remonte lentement son handicap. A 22 h 30, dans un silence tendu, tout le monde écoute Georges Marchais et, à 23 heures, la candidate socialiste a 236 voix d'avance sur son concurrent communiste, le président du conseil général du Val-de-Marne. Puis l'écart se creuse et Catherine retrouve le sourire. A la fin du dépouillement, elle regroupe 21,25 % des voix, alors que le P.s., en 1973, ne représentait ici que 13,5 % des électeurs.

Le second tour, à Créteil comme ailleurs, sera difficile. L'histoire de Catherine Lalumière résume assez bien la situation dans la région parisienne : déception d'abord, courage grâce aux succès ensuite. Et enfin l'espoir, pour certaines circonscriptions qui s'avèrent « jouables ».

Car la région parisienne marque une nette progression du P.s. : 4,5 % dans les Hauts-de-Seine, plus de 8 % dans l'Essonne. Fait nouveau, les socialistes arrivent en tête de la gauche dans dix-sept circonscriptions de la grande couronne, dix de plus qu'aux élections de 1973. Ce sont Yves Tavernier et Alain Vivien qui améliorent le plus spectaculairement les scores du P.s. : 9,5 points gagnés à Palaiseau et 9,7 à Melun. Alain Vivien, élu en 1973 à la faveur d'une triangulaire, a donc de très bonnes chances de retrouver son siège. Quant à Yves Tavernier, à 800 voix près — sur 100 000 — il a dû laisser la place au communiste sortant. Pour autant, il ne montre aucune amertume : « Ces élections nous ont permis de consolider les municipales ; elles prouvent l'enracinement du parti. »

Pourtant, les socialistes de l'Essonne ont particulièrement souffert de la campagne anti-P.s. menée par le P.c. Dans les milieux de cadres et d'intellectuels, beaucoup ont voté écologiste — jusqu'à 8 % à Palaiseau. Vote anti-parti, symptomatique du refus de la polémique trop violente qui a opposé les deux partis...

Les militants oscillent donc entre deux attitudes : déception et satisfaction. Satisfaction surtout devant de très importantes progressions qui permettent au P.s. de conforter ses positions municipales. A Massy (Essonne), Claude Germon se félicite du score socialiste : « Maintenant, nous sommes dans nos murs. »

Les militants sont donc repartis à l'assaut. « Ça crapahute dans les sections », raconte Alain Richard, en bonne position à Pontoise (Val-d'Oise) pour battre Michel Poniatowski. Il dispose de 1 300 voix d'avance, sans compter certains abstentionnistes du premier tour, peut-être des communistes qui refusaient de voter pour le gaulliste de progrès Dominique Gallet.

Michel Rocard, à Poissy (Yvelines), devrait retrouver un siège de député. Sur son nom, le P.s. a progressé de 6,6 % malgré les trois candidatures écologistes. Les Yvelines, dans leur ensemble, enregistrent une progression socialiste spectaculaire de 4,4 % à 8,7 % selon les circonscriptions.

A Meaux, Robert Le Foll a également une bonne chance d'emporter le siège. Election très disputée. « Ça va se faire dans un mouchoir. Mais on met le paquet », explique un militant de Seine-et-Marne. Et il conclut : « Meaux, on y croit. »

				1er tour 1973			1er tour 1978		2e tour
				P.S.	P.C.	Total gauche	P.S.	P.C.	
VAL-D'OISE	1re	Pontoise	Alain Richard *(primaire P.s.-M.r.g.)*	14,1	26,5	45,1	23	17	
	2e	Taverny	J-P Le Coadic *(primaire P.s.-M.r.g.)*	15,3	27,7	48,7	19	26,7	
	4e	Enghien	Jean Maire *(primaire P.s.-M.r.g.)*	16,8	19,4	40,9	17,6	17,1	
SEINE-ET-MARNE	3e	Meaux	Robert Le Foll	19,7	20,7	43,9	27,5	17,2	
	5e	Fontainebleau	Paulette Girard	21,6	16,1	37,7	20,1	15,9	
YVELINES	3e	Poissy	Michel Rocard	19,9	21,9	49,3	26,6	21,3	
	7e	Mantes	Bernard Schreiner	13,7	27,9	48	19,9	25,6	
ESSONNE	1re	Brunoy	Renée Espinasse	9,7	33,8	50,2	18,9	28,3	
	2e	Evry	Jacques Guyard	14,1	29,3	50,3	21	23,9	
	3e	Viry-Châtillon	Claude Germon	14,6	31,7	53,2	22,5	29,2	
	4e	Palaiseau	Yves Tavernier	14,9	30,7	52,7	23,4	24,3	
HAUTS-DE-SEINE	2e	Asnières	Camille Sandrin	13,1	21,6	42,8	20,8	19,4	
	9e	Meudon	Henri Neuville	19,2	17,9	44,3	21,8	14,9	
	12e	Sceaux	Georges Le Bail	15,7	25,5	49,5	20,9	23,3	
SEINE-SAINT-DENIS	5e	Bondy	Jean-Paul Maitrias *(primaire P.s.-M.r.g.)*	19,4	31,3	54,3	23,6	30,7	
VAL-DE-MARNE	5e	Créteil	Catherine Lalumière	13,5	21,2	42	21,2	19,3	

				1er tour 1973			1er tour 1978		
				P.S.	P.C.	Total gauche	P.S.	P.C.	Total gauche
PARIS									
	8e	(10e arrond.)	Jérôme Clément	18,2	19,8	44,2	20,3	17,6	
	9e	(11e arrond.)	Georges Sarre	16,6	22,8	44,9	24,3	18,4	
	10e	(11e arrond.)	Guy Gennessaux (M.r.g.)	15,8	26,7	49,5	21,1	22,7	
	12e	(12e arrond.)	Stélio Farandjis	17,3	21	43,9	21,7	18,3	
	14e	(13e arrond.)	Paul Quilès	16,8	22,7	49,3	23,6	21,6	
	15e	(14e arrond.)	Marc Chavardès	16,7	14,5	39	20,1	12,3	
	16e	(14e arrond.)	Edwige Avice	19,5	22,1	49	22,3	20,6	
	23e	(17e arrond.)	Chantal Pérez	12,3	9,9	26,9	15,5	8,5	
	24e	(17e arrond.)	Colette Kahn	14,9	21,6	41,8	19,8	19,2	
	25e	(18e arrond.)	Claude Estier	20,5	19,8	45,8	22,3	17,9	
	26e	(18e arrond.)	Lionel Jospin	19,9	21.7	47,5	20,9	17,5	
	30e	(20e arrond.)	Michel Charzat	18,4	25,4	51,2	22,9	23	

poussée supplémentaire peuvent cependant permettre une victoire de Georges Sarre dans le 11e sur le R.p.r. Devaquet ; de Paul Quilès, arrivé en tête de tous les candidats dans le 13e, contre Alexandre Sanguinetti ; d'Edwige Avice, dans le 14e, contre Christian de La Malène ; de Claude Estier et de Lionel Jospin dans le 18e, respectivement contre Roger Chinaud et contre Joël Le Tac. Cependant que Jérôme Clément, dans le 10e, Colette Kahn, dans le 17e (Epinettes), peuvent talonner leurs adversaires R.p.r. Claude Marcus et Hélène Missoffe ; et Stélio Farandjis dans le 12e inquiéter sérieusement le général de Bénouville. De toute manière, dimanche soir, les comptes en sièges ne seront pas, à Paris, conformes aux comptes en voix dont les socialistes parisiens ont tout lieu d'être satisfaits.

PARIS : LE P.S. PREMIER PARTI DE GAUCHE

CE premier tour des élections législatives a enfin permis de vérifier la poussée socialiste sur Paris, qui n'avait pu apparaître en mars dernier lors des élections municipales du fait de l'existence des listes d'Union de la gauche. On se rappelle l'âpre discussion qu'avait suscitée à l'époque la désignation des têtes de liste. Les chiffres prouvent aujourd'hui que la revendication socialiste de conduire les listes dans les 11e et 18e arrondissements n'était pas exagérée : le P.c.f. est aujourd'hui devancé dans ces deux arrondissements et ne conserve l'avantage sur le P.s. que dans le 13e, le 19e et le 20e, en le reprenant, il est vrai, dans les 2e et 3e arrondissements.

Dimanche dernier, le P.s. a devancé le P.c.f. dans 22 circonscriptions sur 31, dont 2 (les 5e et 7e arrondissements) ont été pourvues au premier tour. Mais surtout, pour la première fois, le Parti socialiste dépasse le Parti communiste en total de suffrages pour l'ensemble de Paris : 174 266 voix contre 163 207, et cela sans qu'il soit tenu compte des 22 764 voix obtenues par les cinq candidats radicaux de gauche — dont quatre étaient soutenus par le P.s. L'ensemble P.s.-M.r.g. représente donc 18,85 % des suffrages contre 15,5 % en 1973. Le P.c., lui, passant de 17,84 % en 1973 à 15,62 % dimanche dernier.

Confirmé comme premier parti de la gauche dans la capitale, le Parti socialiste va-t-il dimanche retrouver des députés parisiens ? Ceux qui pourraient l'emporter grâce à leurs bons résultats du premier tour se trouvent en ballottage difficile, en partie du fait des voix perdues par le P.c.f., qui ne se retrouvent donc pas dans le total de la gauche. Un bon report de voix — nécessaire aussi, en sens inverse, pour permettre aux sept députés communistes sortants de conserver leur siège — et une



Edwige Avice entourée des militants du XIVe, dimanche soir.

EST: LE COURANT EST PASSE

« TOUT le monde est prêt à mettre le paquet. Dès dimanche soir, c'était la mobilisation générale. Et lundi soir, quand on a appris l'accord, alors c'était l'euphorie », dit Robert Bernard, le premier secrétaire de la fédération socialiste des Vosges. Cette mobilisation, cette satisfaction des militants on les retrouve dans tous les départements alsaciens et lorrains. Dans le Bas-Rhin, où trois circonscriptions sur huit étaient en ballottage à l'issue du premier tour de scrutin en 1973, on en compte cinq cette année. Le R.p.r. est partout en déclin dans le département. Sur Strasbourg, il essuie une très nette défaite. Quelques chiffres illustrent la poussée du P.s. (10% en moyenne de mieux qu'en 1973 dans les circonscriptions rurales ; à Molsheim et à Sélestat on assistera, dimanche, à un duel P.s. — centriste). La deuxième circonscription de Strasbourg, où se présente le socialiste Jean Oehler, donnera peut-être à la gauche un député alsacien. Il a, en effet, obtenu au premier tour — à lui seul — pratiquement le même nombre de voix que totalisait la gauche en 1973.

Dans le Haut-Rhin, Jean-Louis Hoffet a plus que doublé à Mulhouse le total des voix socialistes de 1973, ce qui représente la plus forte progression du Parti socialiste en Alsace. « Je sentais que le courant passait, dit le candidat socialiste. Ça laisse bien augurer des batailles futures. » Jean-Pierre Bœmler, dans la circonscription rurale de Thann-Altkirsch, a atteint 20,8%, alors qu'en 1973 le Parti socialiste ne comptait que 10,40%. Des résultats qui ont créé une dynamique qui n'est pas près de s'arrêter.

Dans le département des Vosges, où l'implantation socialiste avait toujours été faible, même en 1936, la percée du P.s. — qui passe en moyenne de 25,20 à 29% — fait penser aux militants que les sièges d'Epinal, de Mirecourt et de Saint-Dié sont à leur portée. A Mirecourt, comme à Remiremont, la majorité a perdu quinze points au profit du Parti socialiste.

En Meurthe-et-Moselle, où « l'Est républicain » titre : « Très important progrès du P.s. », cette progression se chiffre, à Nancy, à 16,59% dans la première circonscription, où le P.s. — arrivé en première position — menace très sérieusement Jean-Jacques Servan-Schreiber. Dans la deuxième circonscription, aussi, à Nancy, la gauche, P.s. en tête, est majoritaire. Dans la troisième Daniel Groscolas fait progresser son parti de 14% des voix.



Yvon Tondon, opposé à Jean-Jacques Servan-Schreiber à Nancy.

Même à Lunéville, où le ministre Haby a été élu au premier tour, le Parti socialiste a enregistré une augmentation de 12% des suffrages par rapport à 1973 ! « Ces résultats nous ont donné un coup de fouet, déclare un militant de Toul, et les communistes vont participer à la campagne avec nous. »

En Moselle, il manquait, en 1973, 106 voix au candidat socialiste dans la première circonscription pour être élu au second tour ; en 1978, si les reports se font bien, Jean Laurain devrait avoir 1 500 voix d'avance sur le maire U.d.f. Jean Kiffer. A Saint-Avold et Forbach, la progression du P.s. est considérable ; à Sarreguemines il double ses voix et est en tête de la gauche pour le premier tour. Même à Sarrebourg, où Messmer a été réélu au premier tour, les socialistes doublent le nombre de leurs voix par rapport à 1973.

				1er tour 1973			1er tour 1978		2e tour
				P.S.	P.C.	Total gauche	P.S.	P.C.	
BAS-RHIN	1re	Strasbourg	Marc Brunschweiler *(primaire P.s.-M.r.g.)*	16,6	7	26,8	21,2	5,3	
	2e	Strasbourg	Jean Oehler *(primaire P.s.-M.r.g.)*	16,2	8,8	32,8	22,9	8,8	
	3e	Schiltigheim	Lucien Ganter *(primaire P.s.-M.r.g.)*	16,3	11,3	29,3	20,8	9,2	
HAUT-RHIN	1re	Colmar	Bernard Wemaere *(primaire P.s.-M.r.g.)*	12	6,4	18,5	20,3	5,4	
	2e	Guebwiller	Etienne Bannwarth *(primaire P.s.-M.r.g.)*	18	7,8	25,8	22,7	6	
	4e	Mulhouse	Jean-Louis Hoffet *(primaire P.s.-M.r.g.)*	9,7	7,9	21,8	21,2	7,7	
VOSGES	1re	Epinal	Serge Thibers	29,1	13,6	46,8	29,1	13,9	
	2e	Saint-Dié	Christian Pierret *(primaire P.s.-M.r.g.)*	36,3	16,5	52,9	27,9	16,7	
	4e	Mirecourt	Serge Beltrame	16	13,2	29,3	30,2	9,9	
MOSELLE	1re	Metz	Jean Laurain	16,4	14,4	36,4	30,3	15,5	
	4e	Thionville	J.-C. Bouillé	16,8	21,9	41,7	20,9	22,9	
	5e	Saint-Avold	Lucien Chevalier	19,6	13,4	33,1	24	12,3	
	6e	Forbach	Gérard Comunetti	11,6	11,1	28,8	24,3	9,8	
MEURTHE-ET-MOSELLE	2e	Nancy	Job Durupt *(primaire P.s.-M.r.g.)*	22,4	15,9	43,9	26,9	15,5	
	4e	Lunéville	Jean Lhommée	13,3	20,3	36,5	25,1	15,9	
	5e	Toul	J.-P. Chagnollaud	17,3	13,7	35,2	25,1	12	

				1er tour 1973			1er tour 1978		2e tour
				P.S.	P.C.	Total gauche	P.S.	P.C.	
AIN	1re	Bourg	Louis Robin	15,3	14,9	33,9	28,4	13,1	
	2e	Oyonnax	Robert Meriaudeau	17,4	19,6	41,3	18,5	21,7	
RHONE	1re	Lyon	Bernard Gaudillière	16	23,7	46,7	21,8	23	
	2e	Lyon	Yvette Roudy	20,6	14,8	42,1	23,5	16	
	6e	Villeurbanne	Charles Hernu	18,6	25,6	50,5	40,6	12,4	
	8e	Givors	Johanès Eydan *(primaire P.s.-M.r.g.)*	10,3	23,1	36,9	14,4	21,9	
	11e	Vénissieux	Louis Gireau	28,2	36,5	69,8	28,1	36	
	12e	St-Genis	Roland Bernard	20,5	18,3	45,9	24,6	17,6	
ISERE	1re	Grenoble	Odile Sicard	18,3	20,8	48,2	22,9	21	
	6e	Vienne	Christian Nucci	22,8	25,7	50,5	26,3	23,5	
	7e	La Tour-du- Pin	Paul Chenguelia	20,6	20	40,7	22,8	18,5	
DROME	1re	Valence	Rodolphe Pesce	23,5	24,4	50,4	29,4	17,7	
HAUTE-SAVOIE	3e	Annemasse	Robert Borrel	18,2	18,4	40,2	21,6	15,2	

RHONES-ALPES : ANCRAGE DES POSITIONS SOCIALISTES

La région Rhône-Alpes, c'est d'abord un score unique en France : celui de Charles Hernu à Villeurbanne. Tout le monde s'attendait à une poussée socialiste. De là à imaginer une progression de 22 % par rapport aux dernières législatives, il y avait un pas que personne n'osait franchir. La campagne tous azimuts du nouveau maire de Villeurbanne et des militants de la sixième circonscription a porté ses fruits.

Autre facteur de ce succès spectaculaire : la dynamique créée par l'union a continué, ici, de tenir sa place. Au lieu de voter en faveur du P.s.u. pour lequel s'était désisté le candidat P.c., l'électorat communiste a préféré voter directement pour le socialiste.

En pleine euphorie, les militants de Villeurbanne se sont relancés dans la campagne avec un dynamisme accru. Leur nouvel objectif : que le candidat de la gauche soit élu avec 60 % des voix. A Bron, dans la treizième circonscription, le ciel des socialistes est également sans nuage. Avec cinq points de mieux, Jean Poperen a plus que consolidé sa position. « Et encore, assure-t-il, on aurait pu faire deux points de mieux sans cette campagne systématique contre le P.s. ».

Dans les autres circonscriptions du Rhône, les résultats moins euphoriques témoignent cependant d'une belle progression des socialistes. Si on ne les avait pas retenus, certains militants de la deuxième circonscription seraient repartis coller des affiches dès le dimanche soir ! Et dès le lundi après-midi, des réunions de coordination permettaient de situer les points stratégiques où faire porter les efforts. En masse, les sections de la première et de la quatrième circonscription sont venues prêter main forte aux troupes d'Yvette Roudy. Celles de la huitième se sont mobilisées aux côtés de Roland Bernard, secrétaire fédéral du Rhône et candidat dans la douzième.

Belles progressions, également, sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes. Un phénomène nouveau : dans un grand nombre de cantons ruraux, fiefs traditionnels de la majorité, la gauche a, cette fois, opéré des percées assez étonnantes. Un exemple : dans la circonscription de Jacques-Antoine Gau, maire de Voiron (Isère), on a assisté à un renversement impressionnant. Malgré de bons résultats en 1973, le P.s. n'arrivait en tête dans aucun des cantons. Aujourd'hui, il est premier partout.

Une évolution similaire se dessine dans la circonscription de Georges Fillioud, à Romans (Drôme). A quoi s'ajoute la belle percée de Rodolphe Pesce à Valence qui va faire de la Drôme un département entièrement socialiste.



Charles Hernu.



Yvette Roudy.

LE VOTE DE L'ARGENT

La politique de la France ne se fait peut-être plus à la corbeille, mais les récentes fluctuations du franc montrent, s'il en était besoin, que l'argent préfère la droite

TRISTE spectacle que celui du vote parallèle auquel donne lieu chaque grande consultation électorale. Un « vote » très spécial. Il s'effectue à l'abri des regards indiscrets, dans le secret des conseils d'administration, des banques, des cabinets d'agents de change et dans les milieux boursiers. Ce « vote » exprime le choix du capital. Il ignore les frontières et ne poursuit d'autre objectif que de maintenir, à tout prix, le plus haut taux de profit. Par un effet de boule de neige, son hostilité fondamentale envers la gauche entraîne dans son sillage spéculatif un nombre élevé de petits et moyens possédants. Mais, agissant avec retard sur le mouvement, ces derniers se font avoir dans les deux sens : à la baisse comme à la hausse.

Tardif et mou

La constance de ce phénomène a quelque chose de remarquable. A tel point que la perspective d'une victoire de la gauche en mars 1978 avait amené les spécialistes à pronostiquer une accélération de la chute du franc. Une chute constante depuis l'arrivée de Raymond Barre au gouvernement, lequel se glorifie de ce que certaines monnaies, comme le dollar, aillent encore plus mal que le franc. On a les consolations que l'on peut. Les Français qui vont en vacances à l'étranger s'en aperçoivent. Seul effet positif — mais sera-t-il durable ? — de la faiblesse du dollar : cette monnaie s'est trouvée en première ligne face à l'offensive des spéculateurs internationaux. Ils ont, de ce fait, porté de moindres coups de boutoir au franc. Pour le moment...

Dans ces conditions, comment apprécier la résistance de notre monnaie ? Le 8 février, après que le franc eut chuté de 4 % en une semaine, François Mitterrand dénonçait « la carence du gouvernement », auquel il rappelait son devoir et indiquait les moyens de lutter contre la spéculation. Barre se décida alors, enfin, à soutenir notre monnaie. Mais assez tardivement et assez mollement, puisqu'il n'y fut pas consacré plus de 400 à 500 millions de dollars. Soit près de dix fois moins qu'à l'occasion



Lundi dernier, à la Bourse de Paris.



de la crise de mars 1976. Dans ces conditions, il eût été tout à fait possible de ne pas laisser filer encore un peu plus le franc. Ce qui eût permis d'éviter l'effet de cliquet, lequel veut que la remontée d'une monnaie, à la suite d'un assaut spéculatif, ne suffise pas à lui faire retrouver son niveau initial.

« Bas de laine » en Suisse

A côté de cette attaque en bonne et due forme des géants de la finance, du commerce et de l'industrie (français et étrangers), on a assisté à l'habituelle sortie frauduleuse de capitaux vers la Suisse et la Belgique. Celle-ci est le fait exclusif d'épargnants français. Ces mauvais citoyens violent la loi et spéculent contre leur propre pays, pour tenter de sauvegarder un « bas de laine » souvent ignoré du fisc et d'origine douteuse, qui oscille généralement entre quelques dizaines de milliers de francs et parfois plus d'un million de francs.

L'importance de ces sorties, difficiles à mesurer, peut être approchée à travers plusieurs critères. Le premier d'entre eux, impropre à donner un ordre de grandeur, ne manque pourtant pas d'intérêt. Il s'agit des flagrants délits opérés par les douaniers, alors que des passeurs professionnels s'apprêtent à passer des capitaux à la frontière. L'an dernier, les onze passeurs ainsi pris la main dans le sac transportaient en tout près de 13 millions de francs dans leurs bagages. Quatre autres ont été arrêtés depuis le début de l'année. Globalement, ils s'apprêtaient à sortir quelque cinq millions de francs. Mais cela ne représente qu'une infime partie des sorties, le reliquat d'un subtil jeu de compensations. Ce « jeu » consiste à créditer en France le compte d'un Suisse, par exemple, qui mettra le montant équivalent dans son pays sur un compte à numéro détenu par son honorable « correspondant » français.

Deuxième facteur, plus précis, la cote du franc suisse « versement ». Aussi illégale qu'officieuse, la cotation parallèle du franc suisse s'effectue dans des cercles très fermés, aux confins des places boursières françaises. Le cours « au noir » du franc suisse s'éloigne d'autant plus des cours officiels que les francs français brûlent les doigts d'un plus grand nombre de détenteurs désireux de les faire clandestinement transférer en Suisse. De 3 % environ en période calme, la prime à payer aux officines qui se chargent de l'opération était montée à 12 % à la fin de la semaine dernière. Les mesures restrictives prises en Suisse, quelques arrestations spectaculaires de passeurs et la proximité des élections ont donc suffi à porter la prime sur le franc « versement » à un taux record. Ce taux a-t-il suffi à décourager les candidats au transfert ? En aucun cas. Les sorties de devises, en particulier vers la Suisse, se sont accélérées depuis le début de l'année. Sans jamais atteindre cependant des proportions catastrophiques.

Le troisième facteur d'appréciation est le montant des liasses de billets de 500 F et de billets de 100 F repris à la Suisse par la Banque de France. Depuis janvier, on a retrouvé à peu près les niveaux de la période équivalente de 1976, à savoir 40 millions de dollars environ par semaine. Ce qui représente tout de même 40 % de plus que l'an dernier à pareille époque.

Une sorte de « Yoyo »

Il est une autre forme de « fuite » des capitaux qui consiste tout simplement à ne pas rapatrier, ainsi que l'exige la loi, les capitaux perçus à l'étranger. Là encore, il est difficile d'évaluer le montant de ces avoirs qui se constituent au-delà des frontières. Rien qu'à travers une douzaine de constatations contentieuses opérées sur ce plan en 1977, par certains agents des douanes, la fraude atteint près d'un milliard de francs. La pointe d'un iceberg de 400 milliards de francs qui enfle tranquillement à l'abri des comptes numérotés suisses.

Quant à la Bourse, autre forme privilégiée de vote du capital, elle n'a pas failli à la règle. La très grosse progression du volume des ventes ces dernières semaines aurait inévitablement entraîné une forte chute des cours sans les rachats, tout aussi massifs, des investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, caisses de retraite, banques nationalisées, Sicav, compagnies d'assurances, etc.) Ceux-ci n'auront d'ailleurs pas à le regretter. Le raz de marée de gauche tant redouté du capital n'ayant pas eu lieu, l'euphorie régnait le 13 mars dans le palais Brongniart, où certains titres s'envolaient de 30 % d'un seul coup. Il est vrai que l'accord à gauche a vite tempéré cet enthousiasme. Quant au franc, il a progressé aussi de 3,5 % en moyenne le même jour.

Nocifs au bon fonctionnement de l'économie, ces à-coups donnent la mesure de la peur du capital. Sa manière particulière de « voter », qui n'était pas sans évoquer le « yoyo » ces jours derniers, sert des intérêts tout aussi particuliers. Et il y a un fossé entre ces intérêts particuliers et l'intérêt général. Seule la gauche saura faire passer le second avant les premiers.

JEAN-LOUP REVERIER

CESAIRE ET LES TONTONS-MACOUTES

Aimé Césaire, réélu dimanche à Fort-de-France, avait en face de lui un sinistre candidat chiraquien. Maurice Lemoine raconte la campagne mouvementée de ce tonton-macoute

De notre envoyé spécial

LE scrutin du 12 mars a été éclipsé par une longue et dure grève menée par six mille ouvriers du bâtiment. Quatre semaines d'arrêt de travail, trente-deux ans après la départementalisation, alors que la Martinique « c'est la France », pour tenter d'obtenir une prime de transport de 50 F par mois, une prime d'ancienneté et la mise en place de l'Assedic.

Quatre semaines ponctuées, d'un accord intervenu le 16 février entre syndicats ouvriers et patronaux, d'une dénonciation de cet accord le 17 par les patrons qui prétendent avoir signé sous la contrainte, d'incidents mineurs dans Fort-de-France les 27 et 28 février, d'un show démagogique, électoraliste et récupérateur du candidat R.p.r., Michel Renard, le 2 mars, show complaisamment exploité par les médias (« France-Antilles », de Robert Hersant, et F.r. 3), d'une intervention du préfet pour condamner les grévistes, d'une grève générale, d'une réunion-marathon de dix heures au conseil général, le 8 mars, pour déboucher jeudi 9 mars sur la signature d'un texte accordant « primes d'ancienneté et de transport, participation à une table ronde organisée avant le 31 mars par l'Administration pour étudier les modalités de fonctionnement d'une caisse paritaire de chômage, engagement des employeurs de verser en mars une aide sociale d'un montant de 450 F, aide exceptionnelle ne pouvant en aucun cas constituer un précédent » — on n'est jamais trop prudent du côté des patrons. Aucune sanction ne sera prise pour fait de grève.

Et on reparle des élections qui n'ont, en réalité, jamais été oubliées, puisque ce conflit a été constamment et complaisamment exploité par la droite comme exemple des désordres sociaux qui ne vont pas manquer de s'abattre sur la Martinique si la gauche triomphe.

Le combat électoral a été complètement dénaturé. Le scrutin est présenté, non comme le choix de nouveaux électeurs, mais comme une lutte à mort et irréversible entre les tenants de la « Martinique française » et de sa relative aisance sociale dans le contexte caraïbe — lire la droite... — et les partisans de l'autonomie, antichambre de l'indépendance — la gauche. L'élection législative s'est transformée en référendum. On agite le spectre de la future paupérisation en « République populaire martiniquaise », envahie par la misère, dirigée par un régime marxiste « dur » dans le style de celui des Khmers rouges. Et l'on conclut finement que, bien entendu, il n'y aura plus de Sécurité sociale. Nous ou le chaos. Ce n'est pas nouveau.

Ce qui permet d'esquiver le débat sur la faillite scandaleuse de la départementalisation. Symbole de ce mauvais combat, Michel Renard, candidat R.p.r. qui vient affronter Aimé Césaire (Front uni, apparenté P.s.) dans son fief de Fort-de-France. Ce Renard traîne derrière lui un sillage de violence. Ce Renard est un loup.

Il ne fait même pas l'unanimité de son clan, qui craint que ses excès et sa réputation ne soient porteurs de troubles futurs. Mais, en prévision d'un scrutin capital et extrêmement serré, le contexte purement martiniquais est dépassé par l'impératif absolu de faire un score maximal — et donc d'envoyer au combat, face à un Césaire incrusté dans sa circonscription, un leader de choc.

Il n'a eu, en trente ans de vie politique, que quatre adversaires devant lui. Les trois premiers ne se sont présentés qu'une fois. Par peur. La mairie de Marigot (commune dont il est le maire), un jour d'élections, est un véritable bastion. Des gardes du corps dorment devant, autour et dans la mairie, dès la veille du scrutin.

L'opposition n'obtient d'être présente dans le bureau de vote du Marigot, aux municipales de 1977, que grâce à une pression extraordinaire de militants venus nombreux de Fort-de-France.

Pour ces législatives, elle a le plus grand mal à réunir des délégués assesseurs. Ils craignent pour leur sécurité. Le lundi 27 février, une délégation du Front national martiniquais s'est rendue à la préfecture pour élever une protestation auprès du Préfet de la Martinique. Dans le Nord, tant à Sainte-Marie qu'à Marigot, MM. Petit et Renard refusent aux candidats de l'opposition l'accès des lieux publics — comme leur en fait pourtant obligation le code électoral.

Jeudi soir, Michel Renard, l'homme de Chirac, entouré par tous les membres de la majorité et accompagné de sa milice, tient sur « la Savane », vaste jardin public de Fort-de-France, un meeting qu'il voudrait « monstre » et qui ne réunit que trois mille spectateurs (il en annoncera dix mille). Une cinquantaine de jeunes et de femmes manifestent bruyamment leur hostilité en scandant des slogans, « Renard, ritounin Marigot ! », et en entonnant moqueusement « le Chant du départ ». Il n'y a eu aucun geste de violence. La milice charge une première fois, très brutalement. Puis une seconde, un peu plus tard, pulvérisant la foule.

A la tribune, celui qui incarne « une certaine idée de la France » s'échauffe et hurle à la cantonade : « Je n'ai pas peur de le dire... Ayant été systématiquement agressé sur le territoire de la commune par les hommes du P.p.m., par les hommes de gauche, j'ai une autorisation de détention et de port d'arme, et je préviens les uns et les autres que je sais m'en servir... »

Mais Renard a semé le vent, il va récolter la tempête. Fort-de-France n'est pas le Marigot. Dans la poursuite confuse qui se déroule pendant ce temps, l'un des membres du service d'ordre — qui s'était distingué par sa brutalité lors du premier affrontement — est grièvement blessé d'un coup de couteau. Il va mourir quelques minutes plus tard.

Une certaine idée de la France.

MAURICE LEMOINE



Opération de « maintien de l'ordre », à la Martinique.

changer la vie politique en France

La chute d'Hersant

Parrainé par Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac, le « Springer » français, Robert Hersant, n'a pas su convaincre les électeurs de Neuilly de l'importance de la mission dont il se prétendait investi.

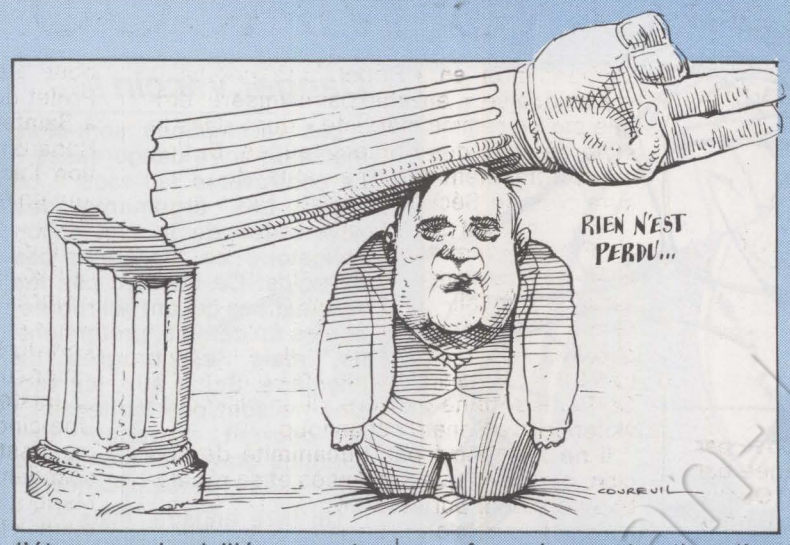
Si les journaux contrôlés par l'ex-député de l'Oise — où son successeur de fils a endossé au nom de la famille une veste à sa mesure — continuent de présenter envers et contre tout Achille Peretti comme le député sortant de la sixième circonscription des Hauts-de-Seine, Florence d'Harcourt, suppléante de ce dernier qu'elle avait remplacé dans l'hémicycle, n'en a pas moins mis près de 11 000 voix dans la vue à son « influent » adversaire. Malgré le dévoiement du « Figaro » (et de « France-Soir ») au service de la candidature de leur patron.

Le pôvre Hersant ne sera bientôt plus protégé par l'immunité parlementaire. Ce qui ne manquerait pas de le mettre dans une situation délicate si, d'aventure, la Justice — par un de ces excès de zèle dont elle nous réserve de moins en moins souvent la surprise — décidait, enfin, de l'inculper pour violation répétée de l'ordonnance de 1944 sur la presse.

Les voix de Médecin

Jacques Médecin, maire de Nice, a peu apprécié la formidable percée du candidat socialiste dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes. En effet, Jacques Randon est passé de 8 190 voix en 1973 à 14 744 voix dimanche dernier. Grâce à quoi la gauche, avec un total de 37 % des suffrages exprimés, talonne les 40 % du sous-ministre, sympathisant tristement célèbre du régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

Encore heureux que la prudence, la magouille et la Justice aient permis l'inscription de près de 1 400 Français de l'étranger, domiciliés pour la plupart à Pondichéry (Inde), dans le 1er bureau du 5e canton. Médecin réalise comme par hasard une « percée » dans ce bureau, où il atteint 58 % des voix... A qui profite la fraude ?



Le militant indésirable

Militant socialiste de Loire-Atlantique, Alain Nizet avait été sélectionné avec vingt-neuf autres Français pour participer, le 17 janvier, aux Dossiers de l'écran sur les partis politiques.

Sélectionné de nouveau avec cinq autres personnes par Europe 1 et Antenne 2 pour participer sur le plateau à la soirée élections, à l'hôtel de Lassay, il s'est vu, avec les autres, prié de dégager le plateau après avoir posé les premières questions (deux minutes en tout pour les six). Motif, selon Jean-Pierre Elkabbach, l'un des organisateurs de l'opération : « Vous parlez comme des ténors politiques, vous ne m'intéressez pas. Vous pouvez rentrer chez vous ».

Comment les Français doivent-ils parler de politique pour être intéressants aux yeux d'Elkabbach ?

Un lycée pour Marly !

A Marly-le-Roy, les parents d'élèves sont en colère. Ils attendent, en effet, depuis neuf ans la construction d'un lycée de quatre cents élèves.

Promis en 1969 et inscrit à la carte scolaire, ce lycée devait permettre aux élèves du C.e.s. Louis-Lumière, C.e.s. expérimental, de poursuivre leurs études jusqu'au baccalauréat en ayant le même enseignement qu'au C.e.s. : ouverture sur la vie, soutien pédagogique pour l'ensemble des classes, méthodes audio-visuelles pour l'apprentissage des langues. La motivation des élus locaux et des parents d'élèves, qui s'étaient battus pour l'obtenir, était à cette époque d'ordre pédagogique. Aujourd'hui, neuf ans plus tard, les travaux du lycée n'ont toujours pas commencé, faute de subventions de l'Éducation nationale, et cette fois, l'ouverture d'un nouveau lycée est des plus urgentes. En neuf ans, la population s'est accrue, et le lycée Corneille de La Celle-Saint-Cloud, dont l'effectif atteint deux mille cinq cents élèves, ne peut plus accueillir l'ensemble des élèves du C.e.s. Une antenne provisoire a été construite, en préfabriqué, pour les classes de seconde et de première, mais l'ouverture pour la rentrée prochaine des classes de terminale, dans cette même antenne, semble être mise en question.

Faute de subventions toujours, une école maternelle — prévue, elle, depuis six ans — ne sera pas construite. Quant à l'extension de l'école primaire, qui faisait partie des projets, on n'en parle plus.

C'est pourquoi, samedi dernier, les parents d'élèves de la Fédération Cornec, des élèves du C.e.s. et des militants socialistes de Marly-le-Roy s'étaient donné rendez-vous pour manifester leur mécontentement et poser les premières pierres — symboliques — du lycée et de l'école maternelle sur les lieux destinés à leur construction.

M.W.

Violence provocatrice

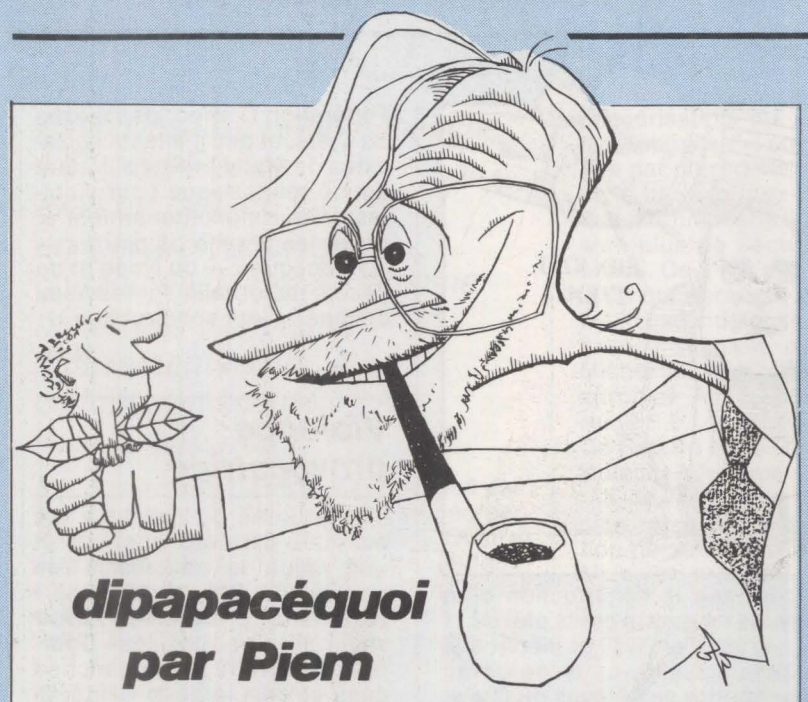
La journée du 7 mars a été marquée par deux attentats et une vague de vandalisme rue La Fayette. Les « autonomes » parisiens prétendent avoir voulu ainsi venger José Tournelle, trouvé la gorge tranchée dans sa cellule de la Santé, le 20 février, jour où il devait être jugé. Incarcéré en juin 1977 après que la police eut découvert chez lui un important arsenal clandestin, il se serait suicidé, selon la version officielle.

Des témoins du « raid » de la rue La Fayette, où une centaine de vitrines ont été brisées, se sont étonnés de l'absence d'intervention des nombreux policiers stationnés dans les parages. De là à imaginer une provocation destinée à « faire peur au bourgeois » — à cinq jours des élections —, il n'y a qu'un pas, que certains n'ont pas hésité à franchir.

Dans un communiqué publié le 10 mars, le Syndicat général de la police (S.g.p.) établit, pour sa part, un rapprochement avec « d'autres actes du même genre, restés impunis pour la quasi-totalité, et dont les derniers, particulièrement violents et provocateurs, remontent au mois d'avril 1976, à un moment où il était question d'élections anticipées ». Le S.g.p., qui condamne ces actes, « exige aussi l'arrestation de ceux qui les commettent, ainsi que celle de ceux qui les dirigent en sous-main ».

Enfin, le S.g.p. « relève que l'action des forces de police n'a pas été suffisamment opérante pour empêcher les violences d'activistes qui ressemblent comme leurs frères à d'autres qui sèment le désordre et la violence dans d'autres pays (en Italie par exemple) ».

changer la vie quotidienne



dipapacéquoi par Piem

Histoire de prendre patience entre les deux tours, le père avait emmené son fils rendre visite à un oncle lointain, dont nous n'avons jamais parlé dans cette chronique car cet homme ne faisait pas, bien au contraire, la fierté de la famille.

C'était l'oncle Piquechiffre. Il travaillait au ministère de l'Intérieur, où il occupait le poste envié de chef compteur principal de première classe.

Il devait cette haute fonction à ses nombreuses aptitudes — dont, en particulier, une très forte myopie, qui ne lui permettait d'apercevoir le bout de son nez que par temps clair.

C'était lui qui établissait pour le compte du ministère le nombre de participants aux manifestations de la gauche, et ses chiffres avaient toujours donné entière satisfaction. C'est pourquoi on l'avait chargé des résultats du premier tour des élections législatives, travail où il avait fait merveille.

Assis devant sa table bancale de soustraction, il coupait des cheveux en trois.

« Bonjour, oncle Piquechiffre », dit l'enfant.

L'homme tendit à son neveu une main mutilée, car il ne lui restait que quatre doigts de la main gauche depuis qu'il en avait mis un dans l'engrenage des tripatouillages et c'est pourquoi, comme il comptait sur ses doigts, le ministre comptait sur lui pour truquer les résultats.

« Tu as bien tripatouillé cette semaine, oncle Piquechiffre ?

— Aussi vrai que deux et deux font trois je n'ai pas arrêté...

— Tu as encore fait des miracles ?

— Je ne suis pas mécontent de moi ; j'ai modifié la tendance, étranglé la vérité, gommé l'évidence. Je suis garant de l'intégrité nationale, je dois montrer l'exemple.

— Si tu es un magicien, fais-moi, s'il te plaît, un tour de passe-passe ! »

Oncle Piquechiffre, myope comme une ex-majorité contestée, prit à tâtons dans sa main mutilée un pourcentage d'opposition ; d'un geste rapide, il fit passer les chiffres d'une main dans l'autre, mélangeant les virgules, déplaçant les centièmes ; puis, secouant vivement le tout, il fit apparaître un pigeon.

Il pluma le pigeon comme il avait dépouillé le scrutin.

« Voilà les chiffres officiels », dit-il.

Oncle Piquechiffre, tout fier de son coup, se piqua quelques plumes dans l'arrière-train et poussa un vigoureux cocorico.

Il n'y a pas que les chiffres qui soient dérangés, pensa l'enfant.

« Au revoir, mon oncle, à la semaine prochaine ! »

Danger, vaccin !

Les vaccinations sont-elles inutiles... voire dangereuses ? La controverse fait rage à ce sujet. Les arguments des adversaires de la vaccination obligatoire ne manquent pas de poids. Ce ne sont pas les vaccinations qui ont fait régresser les épidémies, prétendent-ils, mais les progrès de l'hygiène. Selon eux, les vaccins ne sont pas inoffensifs : ils peuvent provoquer des allergies graves et même des leucémies et certains cancers.

Un livre engagé, mais basé sur une argumentation solide et sur une abondante documentation, expose les thèses des adversaires de la vaccination obligatoire : « l'Intoxication vaccinale », de Fernand Delarue (président de la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations), aux Editions du Seuil.

« Gérer » son armoire à pharmacie

« Sachez utiliser vos médicaments » : sous ce titre, les industries du médicament et l'Institut national de la consommation ont réalisé une brochure qui sera bientôt dans les pharmacies. Quelques conseils importants sur l'art et la manière de « gérer » son armoire à pharmacie et de suivre les prescriptions des médecins.

Un premier pas dans la voie d'une collaboration efficace entre industriels, distributeurs et consommateurs.

Les « chalandonniens » se rebellent

Les victimes des « chalandonnettes » (voir « l'Unité » n° 272) commencent à se faire entendre. A Ménucourt (Val d'Oise), 540 villas vont être réparées. Un protocole d'accord a été signé entre les pouvoirs publics, les organismes de construction et d'assurances et les copropriétaires. Comme près de 5 000 chalandonnettes (sur les 60 000 qui ont été construites pour pas cher au début des années soixante-dix), les pavillons de Ménucourt souffrent de malfaçons variées : le toit fuit, les murs verdissent, la cave prend l'eau...

Dans toute la France, les chalandonniens grognent. A Montpellier, par exemple, ils ont coupé des voies ferrées et occupé la cathédrale...

N'oubliez pas les gîtes ruraux !

Les gîtes ruraux, pour se faire connaître, lancent une expérience inédite : les 25, 26 et 27 mars, en Lot-et-Garonne, les installations de dix-huit gîtes seront gratuitement mises à la disposition de ceux qui le demanderont... Renseignements auprès de l'office de tourisme de Toulouse.

Le tourisme social en livres

La moitié des Français ne partent pas en vacances : en France, les loisirs sont encore loin d'être accessibles à tous et le développement du tourisme social est l'un des impératifs de demain. Deux petits livres font le point sur ce qu'est aujourd'hui le tourisme social et ce qu'il pourrait être... si demain la gauche.

Il s'agit du livre de Robert Lanquar et Yves Raynouard, « le Tourisme social », publié dans la collection « Que sais-je ? » (P.u.f.) et d'une publication intitulée « Contributions à l'élaboration d'une politique sociale du tourisme, des vacances et des loisirs », qui fait le point sur la situation actuelle et formule les propositions de l'organisation de loisirs Tourisme et Travail.

A lire par ceux qui partent et ceux qui ne partent pas en vacances...

changer la vie culturelle

Cinéma : merci, patrons

Ils sont impayables, les patrons. « La voix de son maître », le film de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, qui donne la parole à une dizaine d'entre eux, en un long métrage d'interviews, mérite pour cela un détour. Encore, dit-on, les réalisateurs ont-ils accepté de ne pas y inclure les passages où les pauvres auraient été un tant soit peu ridicules...

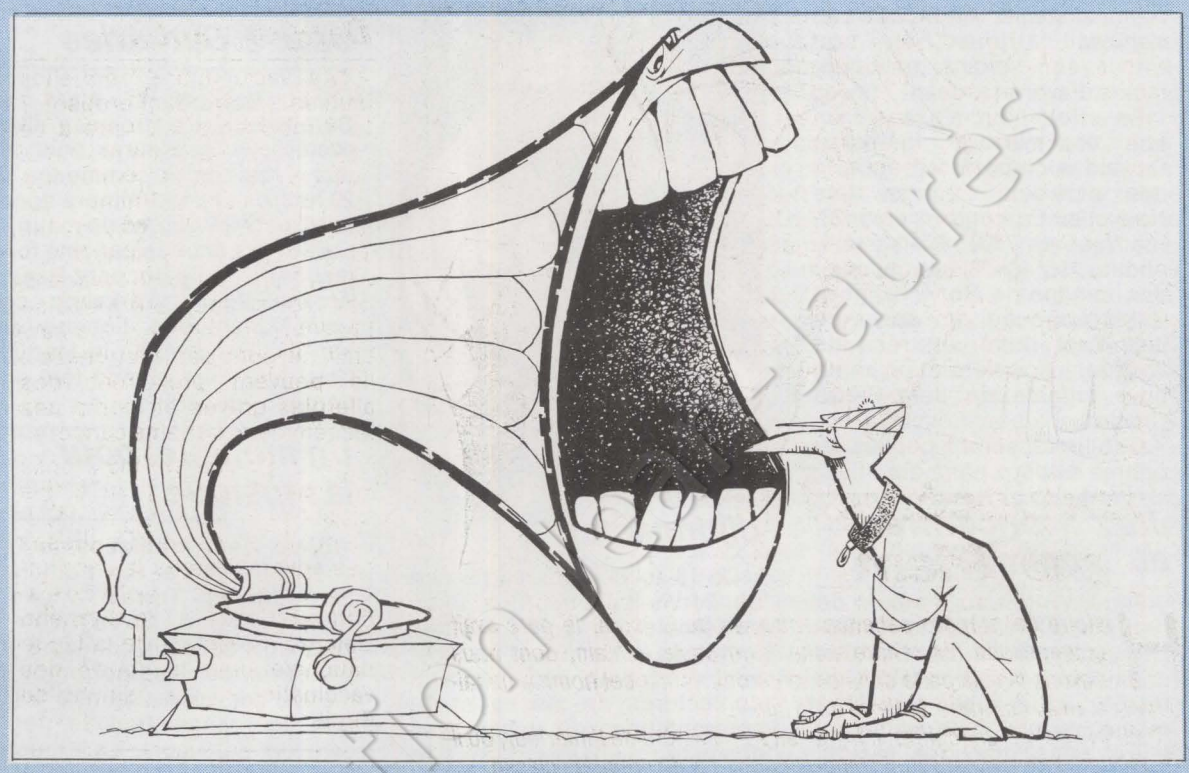
Il y a là du beau monde, pourtant : les dirigeants de Paribas, d'I.b.m.-France, de Thomson, etc. Et même le patron d'Elf-Aquitaine. Mais ça ne décolle guère. Sont-ils surtout nunuches, comme lorsqu'ils s'efforcent de se définir « les conquérants du possible », etc ? Ou surtout odieux, comme lorsqu'ils racontent le « traumatisme » (sic) qu'est l'apparition du syndicalisme dans leur entreprise ? Ou attendrissants, en se cherchant désespérément une légitimité, celle des « plus aptes » (eux, bien sûr) ? Car tous, naturellement, trouvent ridicule ou irréaliste l'idée d'autogestion. Partant du principe (indiscutable) qu'actuellement « il n'y a pas des patrons de droite et des patrons de gauche » (Alain Gomez, P.-d.g. de Saint-Gobain-Emballage), un soi-disant « moderniste » comme François Dalle (L'Oréal) en conclut à la fatalité des « chefs », cependant que Fouchier prône une structure « monarchique ».

On eût aimé que des travailleurs apportent, dans le film, leur contrechant à ce discours patronal univoque. Espérons que, comme on dit, le spectateur aura rectifié de lui-même.

S. R.

Les prix Charles-Cros 1978

L'Académie Charles-Cros a rendu public le 7 mars dernier son palmarès pour 1978. Parmi les trente-huit lauréats, retenons : Jean-Pierre Rampal pour les quatre concertos pour flûtes de Tartini (Erato), Francis Lemarque pour ses « Grands Succès » (Gérard Meys), Jean-Claude Casadessus pour sa direction de « Première Symphonie » de Dutilleux, le Quintet V.s.o.p. (C.b.s.), Ron Carter Quartet pour « Piccolo » (Milestrone Musidisc Europe), André Jolivet pour « Songe à nouveau rêvé » (Erato), Trésors de la musique mécanique (le Chant du monde), l'Orgue de la Foire du Trône (Arion), Catherine Ribeiro pour son « Blues de Piaf » (Philips), Yves Duteil pour « Tarantelle » (Emi-Pathé), Christine Authier pour « la Noce d'Etienne » (le Chant du monde), Teresa Rebull pour ses « Chants catalans » (Spalax-S.f.p.p.), etc.



On vide à Beaubourg

Claude Mollard, d'abord directeur administratif et financier, puis secrétaire général de Beaubourg, vient de démissionner. Auteur de « l'Enjeu du Centre Georges-Pompidou » (10-18), il est sans doute celui à l'opiniâtreté de qui Beaubourg doit d'avoir vu le jour. Jack Lang, conseiller socialiste de Paris, commente en ces termes le départ de Claude Mollard :

« Centre de joie et de vie, Beaubourg est devenu depuis un mois la maison de la peur et de la terreur. Saisi par le vertige du pouvoir absolu, le président du Centre multiplie licenciements et démissions forcées. Agents de sécurité, conseillers, animateurs, responsables administratifs sont, par dizaines, révoqués ou sanctionnés. Dernier départ en date : celui du secrétaire général, M. Mollard, qui fut l'un des concepteurs les plus imaginatifs du Centre. D'autres collaborateurs, découragés par la censure, démissionnent. Le président du Centre croit pouvoir gouverner les créateurs comme il gouvernait les Africains de Côte-d'Ivoire au temps de la colonisation. Pourquoi cette politique du vide... ? »

Jean Millier, nouveau président de Beaubourg, fut en effet ministre des Travaux publics de Côte-d'Ivoire de 1957 à 1961. Et on peut se demander sur quels critères il a été catapulté à la tête du Centre...

Un dancing remplace un théâtre

Femmes fatales bien « griffées », faux écrivains sud-américains, barbus en smoking, photographes en grappes : toute la « Jet Society » de Paris s'était donné rendez-vous le 1er mars dernier au Palace, rue du Faubourg-Montmartre. Pensez donc ! la soirée était « culturelle » : un dancing naissait sur les cendres d'un théâtre.

On n'ira plus chez Castel, on n'ira plus chez Régine, on viendra au Palace. Pour rencontrer des punks de luxe et risquer quelques jerks. On ne savait pas que Michel d'Ornano fût aussi ministre de la Zoologie...

Pierre-Jean Oswald redémarre

Etranglé par les banques, Pierre-Jean Oswald avait dû cesser ses activités éditoriales il y a quelques mois. Le voici qui refait surface. Hier, il éditait les poètes, la littérature →

changer la vie culturelle

régionaliste et le théâtre de combat. Aujourd'hui, son retour sera moins politique, moins d'avant-garde.

En effet, pour s'assurer un bon redémarrage financier, Oswald a d'abord fait appel à des écrivains connus. Les Nouvelles Editions Oswald (23, rue Vaneau, 75007 Paris ; téléphone : 551-75-42) annoncent : des romans de René Fallet et Gilles Lapouge, un essai de Jean-Paul Dollé, un récit de Jacques Lacarrière et un conte pour enfants de Jean-Pierre Chabrol.

Ces livres seront publiés au rythme de deux par mois.

Jazz : rencontres au sommet

Frank Wright au Stadium de l'avenue d'Ivry, c'est la recherche sans relâche, par l'un des principaux révolutionnaires de free jazz, d'un public plus large même, au prix d'un retour au blues (ainsi dans le recueil « Shouting », enregistré par Sun Records-Seb 002) : un néo-classicisme revendiqué aussi bien par Wright que par son confrère du ténor Archi Shepp, dont le même éditeur (SR 114) nous restitue un concert parisien riche d'invention et de puissance.

Un compagnon de Shepp des débuts du free, John Tchicai, « tourne » également en France, ainsi que leur aîné Illinois Jacquet (le 22 mars à Bordeaux, le 24 à Pau...). A travers eux peut se retrouver le fil d'or de la triple paternité dont les meilleurs souffleurs se réclament et à laquelle d'opportunes rééditions redonnent tout leur éclat : John Coltrane, dont l'« Afro blue impressions » (Pablo 2620-101) vient de recevoir l'oscar 1978 de l'Académie du jazz ; Lester Young inoubliable avec King Cole (double Verve 2610-039) ; Coleman Hawkins, aussi souverain en 1957-1959, dialoguant avec Ben Webster (Verve 2610-046), qu'une douzaine d'années plus tôt pour « Low flame » (R.c.a. PM 42.046). Et puis, cette curiosité (Verve 2610-041) : Hawkins et Lester affrontés l'un à l'autre — et à Charlie Parker — en public, lors d'un fameux « JATP blues ».



Nat King Cole .

Ecritures dijonnaises

Du 18 au 25 mars, au théâtre du Parvis-Saint-Jean, à Dijon se dérouleront des Rencontres intitulées « Ecritures au présent ». A travers cette semaine de lectures de pièces et de confrontations du public avec des auteurs et des critiques, le Centre dramatique national de Bourgogne entend attirer l'attention de l'opinion sur les paradoxes du théâtre en France.

D'un côté, des dizaines de formes d'écritures nouvelles et des centaines de pièces contemporaines. De l'autre, des textes qui ne sont jamais joués et des écrivains de théâtre qui ne vivront jamais de leur plume. Alors ? Abondance ou misère ?

Jazz à Suresnes

Ce vendredi 17 mars, à Suresnes, le théâtre Jean-Vilar accueille « Six Heures pour le jazz ». La soirée commence à 20 heures et se terminera donc le 18 mars à 2 heures du matin.

Elle sera animée par cinq formations : l'Alligator Jazz Band, Arcane V, le Workshop de Lyon, Jean-Loup Longno et son Big Band, enfin le Martial Solal Trio. Une grande fête en perspective !

Un mensuel pour la musique

C'est dans quelques jours que doit paraître, aux Editions du Nouveau Terrain vague, « Interdit d'antenne », l'ouvrage collectif consacré à l'expérience radiophonique menée par Louis Dandrel à la tête de France-Musique pendant dix-huit mois. La « musique vivante » défendue par Dandrel fut bientôt interdite d'antenne.

Un temps bâillonné, Dandrel tient désormais sa revanche : il annonce la parution en avril prochain du mensuel « le Monde de la musique », qu'il dirigera. Cette publication, financée par « le Monde » et « Télérama », aura le format du « Monde de l'éducation ». Elle rendra compte de toutes les activités musicales contemporaines, « sans hiérarchie arbitraire ».

C'est-à-dire que jazz, rock et chansons y côtoieront musique classique et musiques traditionnelles.



Louis Dandrel .

« L'Algérie de Boumediène »

De l'émir Abdelkader à Mohamed Boukharouba (alias Houari Boumediène), c'est un vaste aperçu historique, politique et économique, abondamment illustré, que nous propose Juliette Minces — sociologue connaissant parfaitement les problèmes algériens — aux Presses de la Cité (1).

La lutte contre le colonialisme, et spécialement contre la dépersonnalisation ; l'activité des partis du mouvement national, puis la naissance du Crua, qui devait faire jaillir l'étincelle du 1er novembre 1954 ; l'essor et le triomphe du F.l.n. et de son outil militaire : l'A.l.n. ; les difficultés des tout débuts de l'indépendance, en 1962 ; la présidence de Ben Bella et son action — que l'auteur qualifie de « populiste » ; la prise de pouvoir par le Conseil de la Révolution le 19 juin 1965... telles sont les étapes, vécues par le peuple algérien, qui nous sont rappelées ici.

Mais l'essentiel, c'est la suite. Le Plan quadriennal (1969-1973), qui lance la bataille des hydrocarbures. La création des Assemblées populaires communales et de wilayas. L'élaboration de la Charte nationale en 1975, le référendum de 1976, l'élection de l'Assemblée populaire nationale et du président de la République en 1977.

Tout cela ponctué des mesures économiques fondamentales : nationalisations, industrialisation, scolarisation, révolution agraire.

Les obstacles ne sont pas négligeables et des contradictions freinent l'évolution du pays. Mais — « non sans peine, certes, et non davantage sans erreurs » — les Algériens poursuivent leur chemin.

(1) « L'Algérie de Boumediène », collection « Terre des autres », 112 p., 38 F.

FIXÉS SUR LA LIGNE BLEU DES VOSGES

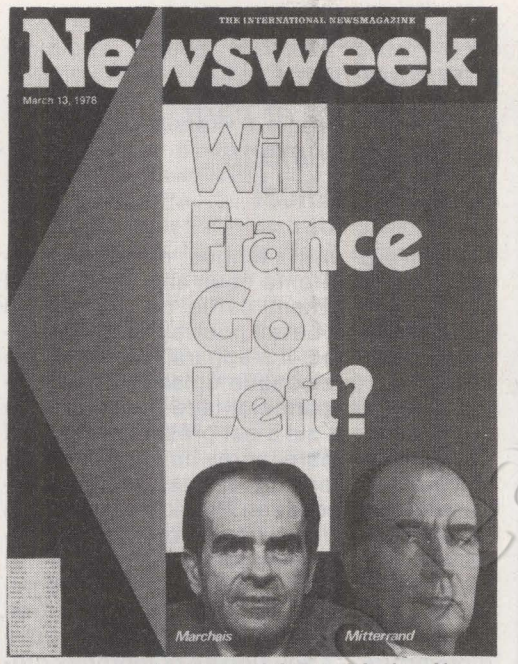
Suivies avec intérêt et souvent avec compétence, les élections françaises ont fait le plein des voix des observateurs étrangers

LE simple énoncé des commentaires et réflexions suscités par les élections législatives françaises à l'étranger n'a que peu d'intérêt. On n'y retrouve pour l'essentiel que des évidences : les gouvernements sont prudents dans leurs commentaires, les forces de droite se réjouissent de la faiblesse du recul de l'ancienne majorité, celles de gauche se félicitent de la progression du P.s., du P.c., des radicaux et de l'extrême gauche, etc. Que Washington se contente de « l'absence de raz de marée » n'étonnera personne. Un tour d'horizon peut cependant nous être fort utile s'il nous amène à la fois à réfléchir sur le fonctionnement des informations internationales et à regarder d'une façon un peu plus aiguë notre système politique, à situer la progression des forces de gauche dans une perspective plus vaste que le strict cadre de l'Hexagone.

Pensée uniforme

La première impression d'importance, à la lecture de la presse internationale, est que, sur un événement de ce genre, les étrangers sont souvent mieux informés que nous ne le sommes nous-mêmes dans des situations similaires. Le journaliste qui a parfois le privilège de se rendre « là où ça se passe » est souvent sensible à son retour à la somme d'erreurs ou d'imprécisions débitées d'une façon rarement neutre par la presse de notre pays (je pense au Portugal, au Chili, à la violence en Italie, etc.). Or, je n'ai trouvé — à la lecture de plus de vingt journaux européens et nord-américains — qu'une seule erreur significative, qui accordait une chute de huit points au Parti communiste par rapport aux élections de 1973 (c'était dans un journal italien de droite !)... Petite surprise aussi à voir que « le Journal de Genève » consacrait un huitième de son article de lundi sur les élections à la façon dont la veuve du général avait voté à Colombey et avait regagné la Boisserie en D.s. noire.

La qualité moyenne des informations va de pair avec une place considérable accordée à l'événement dans la plupart des journaux. « Newsweek » faisait sa « une » de la semaine dernière sur un double portrait Mitterrand-Marchais sur fond tricolore, en se demandant si « la France irait à gauche ». Et presque tous les quotidiens euro-



La « une » de l'hebdomadaire américain « Newsweek ».



La « une » de « Charlie-Hebdo ».

péens de lundi donnaient les résultats du premier tour sur leur première page. On notera pourtant que l'isolationnisme américain, un instant intéressé par « le risque communiste », s'est vite retourné vers d'autres sujets, « maintenant que le danger semble écarté ».

Le goût du sensationnel a poussé les directions de journaux à détourner leurs envoyés spéciaux sur les événements d'Israël. Dans ce pays, bien évidemment, on a d'autres chats à fouetter, et la place accordée par la presse aux élections françaises est fort réduite.

La qualité et la quantité de ces informations n'empêchent nullement une monotonie lassante à l'extrême. Pas très grave, direz-vous, car les lecteurs qui lisent plusieurs journaux de plusieurs pays différents ne doivent pas être légion. Mais enfin... Il est navrant de constater, une fois de plus, combien grande est l'uniformisation de la pensée véhiculée par les médias. La plupart des articles reprenant exactement les mêmes thèmes, les mêmes expressions, les mêmes interrogations. Alors, bien sûr, on se partage par grandes familles. Les journalistes sont vraiment des paresseux (clin d'œil à usage également personnel) : ils se contentent presque tous de reprendre les analyses de ceux qui, ailleurs, s'inscrivent dans le même courant d'opinion qu'eux.

On retrouve ceux qui soulignent le maintien des gaullistes grâce à l'énergique action de Chirac. Ceux qui se félicitent des bons résultats de l'U.d.f. Ceux qui saluent la montée de la gauche et attribuent son insuccès relatif soit au P.c., soit au P.s. (évidemment, toujours à celui pour lequel on a le moins de sympathie). Souvent aussi dans les pays où la situation politique est relativement comparable à la nôtre, on se sert du résultat du premier tour plus qu'on ne l'analyse. Un peu comme nous avons eu trop tendance à le faire dans le cas du Chili ou du Portugal.

On s'étonne...

Mais ne nous y trompons pas : on trouve aussi dans les réactions étrangères des réflexions enrichissantes et que nous avons tout intérêt à prendre en considération. Il s'agit souvent d'éléments qui, bien que connus de nous, sont un peu trop facilement oubliés. En Angleterre, on s'étonne du fonctionnement de nos trois chaînes de télévision. Transporté outre-Manche, il donnerait lieu, d'après le « Guardian », à rien de moins qu'une révolution. En Italie, l'homme de la rue ne parvient pas à comprendre un système politique qui se veut démocratique et dans lequel une majorité de voix ne se traduit pas automatiquement par une majorité de sièges au Parlement. Si on commence à leur parler, en plus du système majoritaire à deux tours, des astuces de notre découpage électoral, ils crient tout simplement au scandale. Comme les Suédois, qui, par exemple, ne comprennent pas qu'en démocratie supposée le président de la République puisse intervenir d'une façon partisane (vous savez : « le bon choix ») après la clôture de la campagne électorale. Ne parlons pas du racket électoral... D'une façon générale, beaucoup d'étrangers s'étonnent que nous tolérions aussi tranquillement, que nous protestions aussi mollement contre ce qu'ils considèrent comme des entorses inadmissibles à la démocratie.

→

ITALIE : DEUX PARTIS EN UN

Dans le journal espagnol « El Pais », j'ai trouvé un article bref, mais fort intéressant, sur « ces deux millions de personnes qui travaillent en France mais ne votent pas ». L'envoyé spécial de ce journal les compare à « des invités de pierre » et constate que « leur indifférence — mis à part quelques exceptions — n'est que la réponse à l'abandon du thème de l'immigration par les candidats députés ; un thème qui suscitait encore d'importantes polémiques voici à peine quelques semaines ».

L'article de fond publié à la suite du premier tour qui donne le mieux la véritable portée du succès de la gauche a sans doute été celui de « l'Unita » (organe du P.c.i.) le mardi 14 mars. Sous le titre « Au cœur de l'Europe », l'auteur souligne que la France est, avec l'Allemagne, le pays d'Europe où la restructuration capitaliste a été la plus forte depuis vingt ans. « Or, constate-t-il, la majorité des électeurs a repoussé ce système » — ce qui montre la force de la crise de société que traverse le continent et marque « un ébranlement des racines de l'hégémonie et des capacités de gouvernement des vieux groupes dirigeants »... « L'importance de la montée de la gauche dans un pays plus moderne que l'Italie dépasse les frontières de la France », conclut-il.

Au-delà des commentaires plus ou moins éclairés de la presse, des réactions plus ou moins prudentes, plus ou moins intéressées des dirigeants politiques, il faut bien voir que depuis quelques années la situation politique française est suivie avec beaucoup d'attention dans le monde. En refusant l'exclusion des communistes de la vie politique nationale, et même éventuellement du gouvernement, les socialistes français ont franchi un pas décisif dont le monde entier sent l'importance, à défaut de toujours bien la comprendre. Les riches et les exploiteurs de toute sorte ont peur de cette alliance et je me rappelle l'émotion avec laquelle un grand propriétaire terrien brésilien attendait le résultat des élections législatives de 1973 : il avait peur que la face du monde en soit littéralement changée.

A l'inverse, dans le tiers monde progressiste comme dans les pays de l'Europe du Sud, les exploités, les défavorisés attendent avec impatience la victoire des forces de gauche. Parce que la France reste un des « Grands » et qu'une ouverture de sa part peut faciliter bien des combats qui se livrent dans le monde aujourd'hui pour la justice et pour la liberté. Ou tout simplement, pour ce qui concerne nos voisins les plus immédiats, parce que — traversant des situations politiques relativement proches de la nôtre — ils pensent que, si un jour plusieurs pays d'Europe avaient ensemble des gouvernements véritablement de gauche, il serait plus difficile aux forces de la réaction de les abattre.

FRANCIS PISANI

Le P.c.i. veut être simultanément parti de lutte et parti de gouvernement. Equilibre délicat

APRES une « longue marche » solitaire de trente et un ans, le P.c.i. fait officiellement partie de la majorité parlementaire. Le fait pourrait être d'importance historique. Il n'apparaît pourtant que comme un quelconque épisode de la subtile alchimie parlementaire italienne. Le gouvernement qui s'est présenté mercredi devant la Chambre, après huit semaines de lancinantes tractations, ressemble étrangement au précédent. Présidé de nouveau par Giulio Andreotti, il est composé essentiellement de démocrates-chrétiens et sans aucun des « experts » ou « techniciens », non députés, proches des autres partis qui devaient être une preuve d'ouverture. La solution de compromis proposée par Bettino Craxi, secrétaire du P.s.i., aux moments les plus sombres de la crise, s'est somme toute réalisée. Est-ce un « incontestable pas en avant », comme l'a déclaré Berlinguer en clôture de la 7e conférence ouvrière du P.c.i. à Naples ? Il est certain que le P.c.i., qui avait virtuellement ouvert la crise en décembre en demandant la constitution d'un « gouvernement d'urgence » auquel il participerait, a dû reculer.

Tout naturellement, la D.c. cherche à minimiser la portée de cet accord, faisant ressortir que rien n'a substantiellement changé. Le « cadre politique » est resté sous l'hégémonie de la D.c., le P.c.i. n'est pas au gouvernement, et si leur présence dans la majorité parlementaire leur permet de participer plus activement à la politique du gouvernement, les communistes le faisaient déjà depuis le 20 juin 1976, pendant la période de l'« abstention », et a fortiori avec le « programme d'urgence » élaboré en commun en juillet dernier. En outre, ce gouvernement aura une existence brève : jusqu'à l'élection présidentielle, en décembre prochain.

La montagne aurait-elle accouché d'une souris ? Pourquoi alors cet accord aurait-il été si long à se conclure, pourquoi a-t-il tant divisé la D.c., pourquoi enfin le petit Parti libéral (de droite) a-t-il quitté la coalition ? L'entrée du P.c.i. dans la majorité parlementaire reconnaît officiellement son poids politique. Petit pas en avant, qui concrétise le long processus amorcé après le vote du 20 juin 1976 : le P.c.i. a obtenu sa « légitimation » de Parti démocratique, de parti comme les autres, mais cette légitimation est formelle. L'éditorialiste de « Rinascita », hebdomadaire central du P.c.i., a pu écrire : « La fin de la discrimination anticommuniste est la nouveauté la plus importante de cet accord ; mais, simultanément, puisqu'elle est partielle, elle n'a pas rendu possible un gouvernement de coalition, et marque ainsi les limites de la solution obtenue. »



Les membres des Brigades rouges encagés pendant le Turin, malgré un nouvel assassinat de policier.

Le P.c.i., qui a tout joué sur la reconnaissance de cette « légitimité », a dû céder sur le reste. Aussi bien sur la composition du gouvernement, très proche du précédent, que sur le contenu du programme, qui n'est guère qualitativement différent de celui qui avait été élaboré en juillet dernier. A défaut de se mettre d'accord sur de nouveaux et radicaux engagements à long terme, D.c. et P.c.i. sont pour le moins arrivés à dépasser les écueils qui menaçaient le cabotage parlementaire.

Acceptant, sous la pression du P.c.i., de réformer la loi Reale sur l'ordre public, laissant à une majorité laïque régler le problème de l'avortement, le prochain gouvernement évitera les deux référendums prévus pour le printemps. Tant pour la D.c. que pour le P.c.i., c'était le plus urgent. Pour le reste, l'élément nouveau est surtout le « climat » de collaboration, nécessaire pour affronter la crise.

Les communistes n'avaient jamais caché la gravité de celle-ci, ses ramifications internationales et les mesures draconiennes qu'elle impliquait. De cette estimation sont nées la stratégie de « l'entente des larges forces politiques » et celle de l'austérité. Austérité qui pèse aussi (et surtout) sur la classe ouvrière, mais qui fait de celle-ci le protagoniste du renouveau de la société italienne.

Tel était le thème de la conférence ouvrière du P.c.i., qui, par une coïncidence de date significative, se tenait à Naples



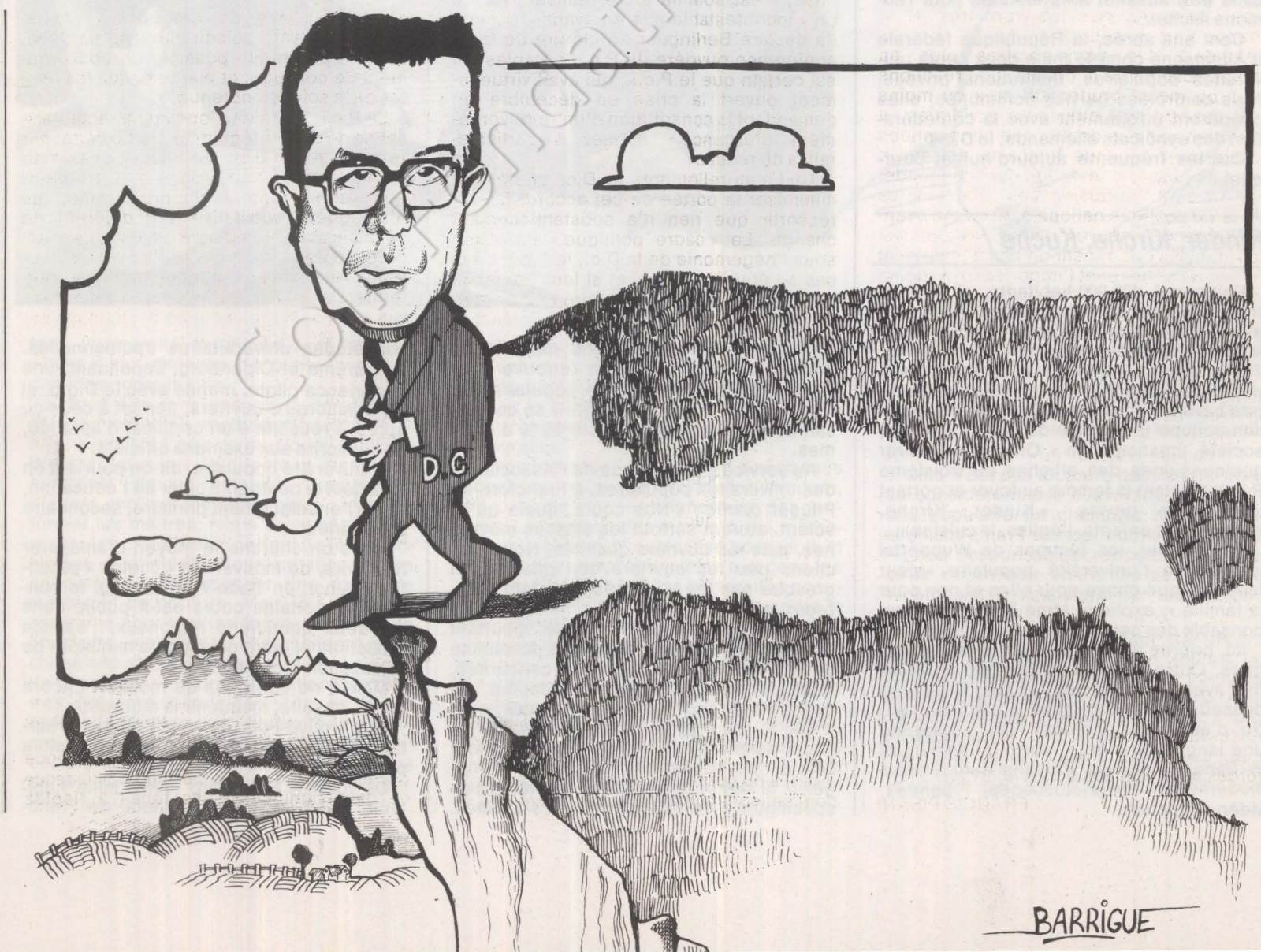
procès qui s'est ouvert la semaine dernière à

pendant que se résolvait à Rome la crise politique. Naples, symbole de ce Mezzogiorno en crise où se concentrent plus des trois quarts des chômeurs, véritable nœud de la crise italienne, n'a pas été choisie par hasard. Pour éviter une dramatique coupure entre travailleurs et sous-prolétaires, pour permettre de nouveaux investissements, la classe ouvrière doit aussi accepter l'austérité. Cela ne signifie pas qu'elle doive servir au replâtrage de la machine de production telle qu'elle est. Au contraire. « L'austérité n'est pas seulement une nécessité ; c'est aussi une occasion à saisir pour changer le modèle de développement, mais aussi de consommation de la société italienne. »

Simultanément, la classe ouvrière — qui accepte de se serrer la ceinture — contrôle et oriente directement les transformations de l'économie, de la planification et de l'Etat. Convergence avec la ligne du syndicat (voir « l'Unité n° 284), certainement. D'ailleurs, Luciano Lama, communiste et secrétaire la C.g.i.l., a été chaleureusement applaudi par les délégués, mais critiqué pour son « alignement » par les deux autres centrales. Le P.c.i. tient désormais à s'affirmer en tant que tel dans l'usine, d'autant plus maintenant qu'il fait officiellement partie de la majorité politique. Jusqu'ici, la quasi-totalité des militants communistes ouvriers avaient choisi le syndicat (en Italie, il y a incompatibilité entre charge politique et syndicale). Le syndicat fait de la politique ; mais il fait **sa** politique, élaborée concrètement et unitairement entre les trois confédérations et les travailleurs des différentes familles politiques qui les composent. Ce ne sera pas nécessairement celle du P.c.i.

Le thème de la « centralité ouvrière », que le P.c.i. met désormais en avant, est plus ambitieux. C'est donner une nouvelle identité au Parti, le ressouder sur un certain nombre de « valeurs » et sur un « sujet » en un moment où, devenu aussi parti de gouvernement au niveau national après l'avoir été au niveau local et régional, il risque de se perdre dans les impératifs de la gestion. Berlinguer disait être simultanément « parti de lutte et de gouvernement » — équilibre délicat, profondément différent de la juxtaposition de deux partis en un.

MARC SEMO



R.F.A.: UN PEU DE SAVOIR, TRES PEU DE POUVOIR

Cent ans après leur création les universités populaires sont au nombre de 1 200 en Allemagne. Que reste-t-il de leur objectif initial : « Donner le savoir pour accéder au pouvoir » ?

BISMARCK, apprend-on au chapitre de l'histoire d'Allemagne, s'efforça de sauvegarder l'unité de son pays en luttant contre les catholiques, les Polonais, les Alsaciens protestataires et les socialistes, dont il interdit le parti en 1870.

En 1871, à la Maison des métiers de Berlin, naît la première université populaire allemande (Volkshochschule). Il s'agit, à l'époque, d'une association pour la diffusion de la culture populaire. Son objectif est double : favoriser effectivement l'accès des ouvriers à la culture en organisant des cours du soir, mais aussi permettre aux socialistes de se réunir et de dispenser une formation politique aux sympathisants sans être aussitôt emprisonnés pour réunions illicites.

Cent ans après, la République fédérale d'Allemagne compte mille deux cents universités populaires. Institutions privées, mais contrôlées par les communes, elles coopèrent étroitement avec la confédération des syndicats allemands, le D.g.b.

Qui les fréquente aujourd'hui et pourquoi ?

Kinder, Kirche, Kuche

Wuppertal, 400 000 habitants, ville industrielle de Rhénanie-Wesphalie. « Jumelée avec Saint-Etienne », lit-on sur la pancarte. Mêmes cheminées d'usine.

Une grande bâtisse abrite l'université populaire. L'endroit est animé. Des groupes bavardent, s'interpellent. Une exposition occupe une partie du hall : « Femme, société, émancipation ». On peut y admirer quelques-unes des affiches du troisième Reich exaltant la femme au foyer et portant la célèbre devise « Kinder, Kirche, Kuche » (les enfants, l'église, la cuisine)...

Aujourd'hui, les femmes de Wuppertal viennent à l'université populaire « pour faire quelque chose pour elles et non pour la famille », explique Mme Thibaudet, responsable des cours de français.

Ici, priorité est donnée aux cours de langues. Outre les cours organisés à heure fixe avec un professeur attitré, Wuppertal possède une « Mediothek », baptisée centre d'auto-enseignement. On y apprend une langue étrangère, surtout l'anglais et le français, par les moyens audiovisuels modernes : magnétoscopes, bandes, vidéo-cassettes.

« Nous disposons de vingt places à la Mediothek, poursuit Mme Thibaudet. Ce n'est pas si mal. Beaubourg n'en offre que quarante aux Parisiens, et il faut s'inscrire quinze jours à l'avance... »

Qui sont les « élèves » de Mme Thibaudet ? « Des gens qui travaillent et viennent ici quand ils le peuvent, à leur rythme ; à la pause de midi ou le soir. Il s'agit, en majorité, d'employés, de fonctionnaires, de femmes au foyer et de retraités, ces derniers très assidus, car ils ne veulent pas se rouiller. »

Il leur en coûte un peu plus de 3 francs pour quarante-cinq minutes. Certains cours sont totalement gratuits ; les coûts sont, partout, toujours très bas. Les universités populaires bénéficient, en effet, de subventions de l'Etat fédéral, le Bund, de l'Etat régional, le Land, et de la commune elle-même.



Comme à Wuppertal, une majorité de femmes et d'employés se retrouve pour l'ensemble des universités populaires de R.f.a. En 1976, leur « clientèle » se composait de 65 % de femmes pour 35 % d'hommes.

Au service pédagogique de l'Association des universités populaires, à Francfort, M. Pflüger confie : « Nos cours, quels qu'ils soient, attirent surtout les classes moyennes, puis les ouvriers qualifiés. Nous touchons peu les ouvriers non qualifiés et presque pas les immigrés, pourtant nombreux. »

Toute une catégorie sociale, pourtant directement intéressée par une possibilité de formation, n'est donc pas concernée. Sans doute la pédagogie, inadaptée, en est-elle en grande partie responsable.

« 98 % des professeurs assurant les cours dans les universités populaires font cela à titre accessoire, explique M. Pflüger. 2 % seulement ont reçu une formation spécifique à l'enseignement des adultes. Nos cours sont souvent trop scolaires et rebutent les adultes, qui ont l'impression de se retrouver à l'école primaire. »

Cela est grave, si l'on sait qu'en R.f.a. 60 % de la formation des adultes est couverte par les universités populaires. Les 40 % restants dépendent d'associations privées, à caractère confessionnel pour la plupart.

Quatrième pilier de l'éducation

Grave aussi le fait que le passage en université populaire ne permet que rarement la reconversion ou la promotion. Car, si elles n'exigent aucun diplôme à l'admission, elles n'en délivrent pas non plus. Aucune équivalence possible ; le baccalauréat demeure le seul moyen d'accéder aux études universitaires traditionnelles.

A Brême et Oldenburg, cependant, une expérience pilote, menée avec le D.g.b. et les chambres d'ouvriers, permet à ceux-ci, après la réussite à un certificat d'aptitude, de s'inscrire aux examens officiels.

L'université populaire, dit-on pourtant en R.f.a.,est le quatrième pilier de l'éducation, après l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Alors on cherche le moyen d'améliorer les cours, de motiver les « clients » potentiels. Ainsi, en Bade-Wurtemberg, le contenu de certains cours est-il publié dans les deux quotidiens régionaux, l'espace rédactionnel étant payé par le ministère de l'Education régionale.

Mais il ne suffit pas de motiver. Encore faut-il, ensuite, maintenir la motivation...

Que trouve-t-on, outre les langues, partout fort prisées, dans les universités populaires ?

De tout. A Friedberg (vingt mille habitants, dans la grande banlieue de Franc-



fort), l'université est située dans le vieux « burg » aux maisons de pierre rose qui domine encore la ville.

« Nous assurons des cours de philosophie, psychologie, mathématiques, littérature, aussi bien que de musique, explique Werner Baumann, le directeur. Nous rencontrons deux difficultés majeures : d'abord, motiver les participants ; ensuite, former les maîtres. Nous essayons d'intéresser les premiers en partant de leurs problèmes quotidiens. Nous ne tenons pas spécialement à dispenser des cours de cuisine et de couture. Mais, s'il faut passer par là pour que les femmes sortent de chez elles, viennent ici et demandent autre chose ensuite, nous ferons de la cuisine et de la couture... Pour la formation des maîtres, nous organisons des cours en liaison avec la fédération des universités populaires de Hesse. Mais nos enseignants sont bénévoles. Quels sont alors nos moyens de les obliger à suivre ces cours ? Nuls. Résultat, très peu s'y inscrivent... »

A Friedberg, on est conscient d'un certain échec. Car l'objectif premier de l'université populaire : toucher ceux qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leurs études, n'est pas, là non plus, atteint.

Pourquoi ?

« Nos méthodes s'adressent aux classes moyennes, explique Wolfdieter Heidorn, responsable de l'enseignement des langues. Le contenu des manuels, les méthodes sont le produit d'un passé bourgeois et ne sont pas compréhensibles aux gens les plus simples. En 1945, les universités populaires avaient une vocation : rapprendre la démocratie aux Allemands. Aujourd'hui, si nos programmes comportent toujours des cours de « formation politique », il s'agit en fait d'éducation civique. Ce type de cours a quasiment disparu. Nous essayons de les remplacer par des discussions positives avec les participants. Ainsi, lorsque, dans une session sur l'enseignement, nous nous demandons : « Quel est le jardin d'enfant idéal ? », nous ne voulons ni dénigrer ni contester ce qui existe, mais déboucher sur une question politique : « Comment imposer une amélioration ? ». Quelles sont, pour cela, les démarches à entreprendre ? Il faut apprendre la démarche politique. »

Cela n'est pas toujours possible. S'ils ne se considèrent pas subversifs — l'université populaire ne changera ni la société allemande ni le monde, confiait l'un d'eux —, les responsables rencontrés lors de cette « tournée » en Hesse et Rhénanie-Westphalie (1) insistent sur leur volonté d'être critiques.

Ils ne le peuvent pas partout. Car les universités populaires touchent toutes les mêmes subventions de l'Etat, à l'échelon fédéral comme à l'échelon régional, mais dépendent des communes quant à leur organisation.

En 1975, un scandale éclatait à Francfort. Noyautée par les responsables du trust →

chimique Hoechts, l'université populaire avait éliminé de son programme tout cours qui traitait, de près ou de loin, de pollution...

Aujourd'hui, le directeur de cette même université, en désaccord politique avec la municipalité, attend de savoir s'il conservera ou non son poste.

Douze cents universités populaires, des milliers d'adultes « enseignés ». Et, pourtant, pas de projet en ce qui concerne la formation des maîtres, pas de projet pédagogique non plus pour les participants aux cours.

En revanche, à l'Institut Gustav Stresemann, à Bergish-Gladbach, non loin de Cologne, le projet est clair. « Nous voulons être émancipateurs », explique Berthold Finkelstein, directeur de ce centre de formation, subventionné par l'Etat mais privé.

Et lui n'hésite pas à dénoncer les pressions tant patronales que municipales pour que certains stages soient supprimés.

Un stage libérateur

Les douze animateurs permanents, tous rompus aux techniques de la formation des adultes, disposent d'un volant de deux cents vacataires, conférenciers intervenant sur des sujets précis.

Ici se tiennent des stages de formation syndicale, d'autres organisés pour les officiers d'active, à la demande de l'armée, sur des questions telles que les relations Est-Ouest, etc.

J'ai rencontré, lors de mon passage, des juristes, des responsables de mouvements de jeunesse, des membres de partis politiques venus participer à un stage sur « le Terrorisme en R.f.a. et aux Pays-Bas ». On y retraçait l'évolution du terrorisme, on tentait d'en expliquer les causes. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur se heurtait à cette interrogation : « Comment un Etat peut-il se protéger du terrorisme sans limiter les libertés ? »

A l'institut Stresemann, comme dans les universités populaires, on essaie de retrouver l'esprit de 1871 en organisant des stages à l'intention des travailleurs. Mais on en prend les moyens : l'hébergement du conjoint et des enfants — obstacle important — est prévu.

« Nous ne sommes pas en concurrence avec les universités, dit M. Finkelstein. Elles n'ont pas encore compris que les temps ont changé. Elles sont le quatrième pilier de l'éducation, peut-être, mais un pilier conservateur. Nous essayons, ici, d'encourager les gens à travailler eux-mêmes, à ne pas venir seulement pour recevoir. Un stage doit permettre à un travailleur de mieux s'exprimer, de mieux se situer ensuite. Un stage réussi est libérateur. »

« Changer la vie en s'instruisant », lit-on sur la porte de l'université populaire de Francfort. S'instruire n'est pourtant pas le but recherché par la majorité des participants. Pourquoi, alors, viennent-ils ? Pour communiquer... Au moyen des langues, mais aussi du yoga, de l'ikébana, l'art des bouquets japonais, que l'on retrouve, curieusement, dans tous les programmes.

De l'objectif initial : « Donner le savoir pour accéder au pouvoir », on est passé à l'université populaire — lieu de rencontre, seul endroit, pour beaucoup, où l'on « communique », où l'on n'est plus seul.

Bismarck en voulait aux Alsaciens. Dans « les Dernières Nouvelles d'Alsace » du 1er mars, ce titre « l'Université populaire à Guebwiller (Bas-Rhin) pour la culture, contre la solitude ».

NICOLE DU ROY

(1) Organisée par l'Association des journalistes universitaires et l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

LES ELECTIONS FONT VENDRE

Il paraît que les Français en ont marre d'entendre parler politique. Les publicitaires ne partagent sans doute pas cet avis, puisque fleurissent les slogans en rapport direct avec les élections. Sur fond musical : les fabricants de chansonnettes y vont aussi de leur refrain.

Etrange concert. Affiches et chansons s'accordent pour mépriser la politique et les politiciens. Ce qui ne les empêche pas d'espérer en tirer profit. La société libérale avancée ne rate pas une occasion de faire de l'argent. Quitte à vilipender les institutions de la République.

Personne, en effet, ne semble vouloir prendre au sérieux les élections. Un constructeur d'appareils ménagers a ouvert le feu en exhortant les Français à voter : le choix, décisif, portait sur les avantages et inconvénients comparés de la cuisine au gaz ou à l'électricité... Aux dernières nouvelles, il paraît que la solution mixte emporte le maximum de suffrages.

Eclate ensuite un mini-scandale. Une affiche d'une rare vulgarité vante les mérites d'un pantalon. Toutes fesses dehors, une blonde pulpeuse, à la manière des pin-up, glisse un jean modèle réduit dans une urne tricolore sous le regard égrillard d'une Marianne dépoitraillée. Le slogan en est plein d'enseignements : « Le jean qui tient ses promesses ». Tout y est : l'image de la femme poupée sexy, le drapeau à la sauce mercantile et le sous-entendu aimable à l'adresse des politiciens — qui, c'est bien connu, sont toujours prêts à promettre, mais jamais à tenir. Heureusement pour tout le monde, ces placards du plus mauvais goût ont rapidement été recouverts de graffiti et d'affichettes électorales.

Côté variétés, c'est la même chanson. Les artistes ne font guère preuve de plus d'originalité. « Ils votent à gauche et se croient révolutionnaires », se gausse Eddy Mitchell en clamant le mal de vivre de la jeunesse coincée dans un « sens unique ». Même apolitisme bon teint avec Carlos, le chantre de l'humour « léger » : « A droite ? Ouh la la... A gauche ? Ouh la la... J'ai des soucis. J'suis indécis. » Et il conclut, superbe : « Les indécis feront la France. »







Avec Henri Salvador, on nage en plein poujadisme. Tous dans le même sac : « Ils nous disent qu'il faut qu'ça change... Mais ils grattent pas où ça démange. Et chaque fois on l'a dans l'baba. » Ce qui démange ? Les contredanses, la vignette, la valse des étiquettes et le stationnement payant. A croire que la politique n'a pas d'autre sujet d'inquiétude.

Le sociologue de l'an 2978 qui n'aurait plus que ces témoignages pour juger de l'intérêt que portaient les citoyens à un tournant décisif de leur histoire, en conclurait probablement que la société française tenait alors la politique en piètre considération. Rien, dans tout cela, n'incite à la participation. Au contraire, tout conduit à généraliser un écœurement compréhensible pour une politique avilie, ravalée au rang de support publicitaire. La tactique est habile et rappelle cette bonne vieille tradition d'antiparlementarisme qui sévit en France depuis que le suffrage universel existe...

Mais ne soyons pas mauvais coucheurs. Parfois, la récupération manifeste quelque bon sens. Par exemple, lorsqu'un fabricant de matelas lance par voie d'affiches le dernier slogan à la mode : « Pour tous les candidats qui se feront étendre ». Il est vrai que, sur 4 285 candidats à la députation, 491 seulement trouveront un siège. Soit 3 794 clients potentiels qui ne sauront plus où se poser.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

les entretiens de «l'unité»

BRIGITTE MASSIN PARLE DE " SON " SCHUBERT

La musique et la biographie sont des activités de plus en plus triomphantes. Pas étonnant que l'édition française nous gâte : le « Schubert » de Brigitte Massin (1), le « Journal » de Cosima Wagner (2), le « Mozart » de Th. de Wyzewa et G. de Saint-Foix (3). Et l'on annonce la mise en traduction du « Gustav Mahler » d'Henry-Louis de La Grange et la mise en chantier d'un « Joseph Haydn » par Marc Vignal, ainsi que la parution prochaine d'un « Verdi » par Jacques Bourgeois (4). Ni Brigitte Massin ni Schubert ne passent pour des inconnus. De la première, en collaboration avec Jean Massin, nous connaissions déjà plusieurs ouvrages de biographie musicale, mais aucun n'avait atteint l'aura du « Schubert ». Plus de 1 400 pages serrées, consacrées à ce génie merveilleux et tragique. Né six ans après la mort de Mozart, mort un an après la disparition à cinquante-six ans de Beethoven, Franz Schubert (1797-1828) demeura, dans une très large mesure, inconnu de ses contemporains et incompris par eux.

Bien qu'ayant écrit six cents lieder, quinze opéras, neuf symphonies, seize quatuors et d'autres nombreuses pièces de musique de chambre et de musique religieuse, on ne voulut à l'époque voir en lui qu'un petit musicien — « musikant » — de mélodies sinon de chansons allemandes (les lieder), de valses, polonaises, marches militaires et autres pas trop difficiles exercices de piano. Lorsque Chopin transite par Vienne, un an après la mort de Schubert, il en ignore jusqu'au nom. Vienne a enveloppé l'existence de Schubert comme une capitale joyeuse autant que trouble, sinon ingrate. Il faudra plus tard toute la persévérance de Robert Schumann pour que l'on commence à convenir de la place de Schubert, celle des plus grands.

L'enfance et l'adolescence de Schubert sont rythmées par les campagnes de Napoléon ; le Saint Empire romain germanique a disparu ; demeure l'Empire d'Autriche-Hongrie, bientôt dominé par l'ombre étouffante de Metternich. Dans l'intervalle, la jeunesse de ces pays a réagi aux idées de la Révolution française en intégrant l'idéal de liberté, mais également une aspiration germanique très normalement antifrançaise. Schubert compose sa musique dans ce climat intellectuel (romantique du point de vue esthétique), avec toute la discrétion qui le caractérise. Il y en lui des traits d'un artiste bohème, né dans un milieu modeste mais instruit d'instituteurs auquel le rattachera une amitié débordante et incessante, qui très vite pose les termes d'un statut de compositeur en quelque sorte bourgeois comme on n'en avait jamais vu jusqu'ici. Ni virtuose, ni précepteur d'élèves princiers, ni maître de chapelle et encore moins, hélas ! directeur d'Opéra ; chaque matin, de l'aube à 13 heures, il compose et avec quel don ! L'après-midi et le soir, il les réserve aux amis et aux tavernes ; là on lit les gazettes, on danse, chante, fume, cause, séduit et il arrive souvent que l'on fasse de la musique autour de l'être sensible et rayonnant : on a appelé ces séances des « schubertiades ».

Si Goethe a négligé le compositeur de lieder, les éditeurs eux ont refusé sa musique de chambre. Hanté par l'Opéra — alors dominé par les italiens —, Schubert échouera toujours dans ce genre ; progressivement, il se retirera dans une tragique solitude, atteint par la maladie, vénérant Beethoven et comme se dédoublant pour, dans sa part la plus secrète, réaliser l'œuvre majeure qu'il sent en lui avec une sûreté de jugement, y compris littéraire, qui dément la légende du timide et, en tout cas, celle de l'inculte. Au demeurant, il existe chez Schubert toute une zone d'ombre propice à l'approche psychanalytique. En cette année où l'on célèbre le cent cinquantième anniversaire de la disparition de Schubert, nous avons demandé à Brigitte Massin de nous parler de son livre et de Schubert.

L'UNITE. — Pourquoi et comment Schubert ?

BRIGITTE MASSIN. — L'étincelle initiale remonte à mon adolescence, durant la guerre, dans le nord de la France, avec le choc du Quatorzième Quatuor de Beethoven (5). Je m'étais juré de connaître celui qui avait écrit cette œuvre. Même genre de rencontre pour Schubert. Au cours d'un concert des J.m.f., un baryton était venu à Lille chanter des lieder de Schubert. Nous étions au lendemain de la guerre. Il commença à chanter en français et, devant l'enthousiasme des auditeurs, il nous proposa de poursuivre en allemand. A l'époque, l'allemand n'avait pas spécialement la cote ; mais, comme nous avions trop envie d'entendre du Schubert en allemand, nous avons dit oui. Jean, mon mari, partageait cette passion. Nous avons lu avec profit « l'Ame enchantée », de Romain Rolland. Toutefois, historiquement, son travail se révélait approximatif. De plus, notre entreprise débuta au moment où le microsillon débuta lui aussi. Ce qui nous aida et nous stimula.

Après un an de labeur, nous donnions notre « Beethoven » au Club français du livre. C'était en 1955. Immédiatement, ce fut un succès. Aujourd'hui, nous désirons refaire ce « Beethoven ». Quoi qu'il en soit, celui-ci achevé nous reprenons notre idée d'un « Schubert » et nous la soumettons au directeur du Club de l'époque, qui part d'un grand éclat de rire : « Schubert » ? Mais vous n'y pensez pas. Refusé. Faites donc un « Mozart », lui au moins correspond au goût du public ! » Et nous voici amorçant un détour par Mozart, qui durera... six années. Je ne le regrette pas. Sur ces entrefaites, Fayard nous propose de reprendre les deux volumes consacrés à Beethoven et à Mozart. En édition normale, le public allait redécouvrir le « Beethoven » - qui obtint même le prix de l'Académie française (6).

— Et Schubert, dans tout cela ?

— Son obsession ne nous avait pas quittés. J'allais ainsi commencer une documentation, si je puis dire, dans le vide, sans contrats, et sans la coopération de Jean, obligé de subvenir à nos besoins. Je me rendais à la Bibliothèque nationale, et deux ou trois fois à Vienne ; je prenais connaissance des travaux d'Otto Erich Deutsch, qui réalisa le catalogue complet des œuvres de Schubert ; je lisais toutes les partitions. Il faut tout lire et tout ficher ; ensuite vient le temps de l'écriture.

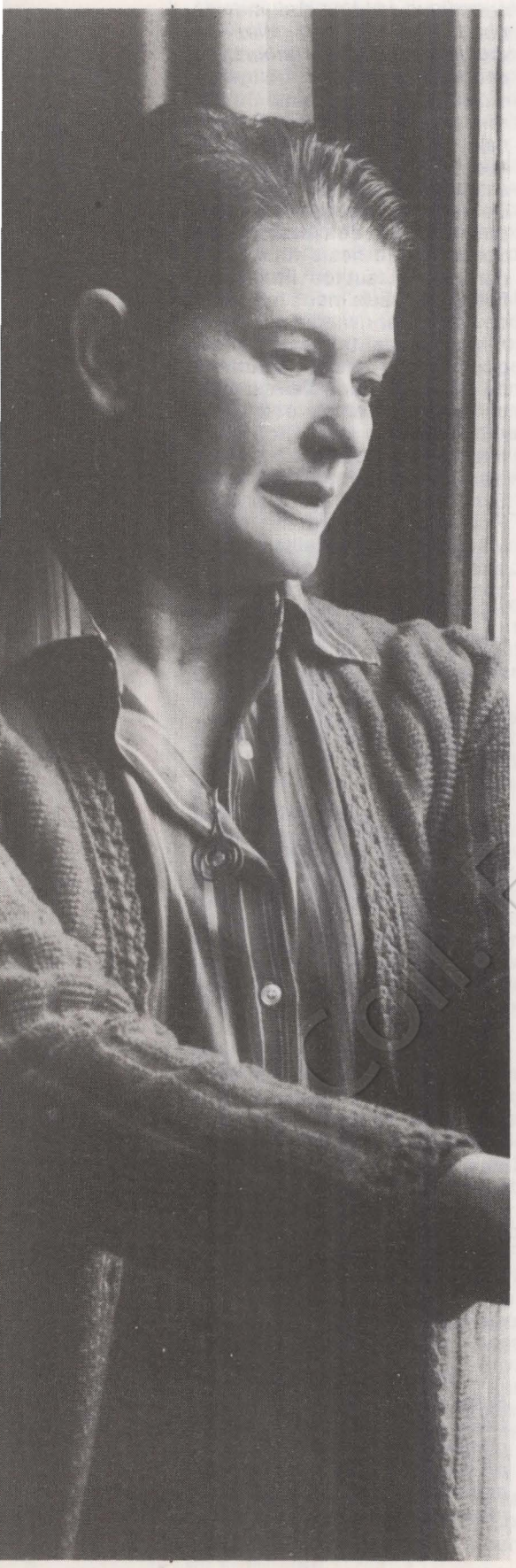
Mes enfants naissaient, grandissaient, le « Schubert » ne s'écrivait pas. Allais-je mettre plus de temps à faire le « Schubert » que Schubert n'en prit pour son œuvre ? Les disques faisaient découvrir Schubert et me rattrapaient. Finalement, Fayard me signa un contrat. Des batailles furent encore livrées : j'obtenais le concours de la Caisse des lettres ; on me demandait de raccourcir : je m'y refusais, acceptant cependant l'absence d'illustrations, certes dommageable, mais leur maintien eût fait franchir au prix du livre la barre des 200 francs !

— Et, en effet, le succès vous attendait. Vous annoncez, d'autre part, un « Schumann » en préparation. Ensuite viendront, j'imagine, un « Brahms », un « Wagner », et la boucle sera bouclée. Et pourquoi pas un « Bach », un « Debussy » ou carrément un contemporain ?

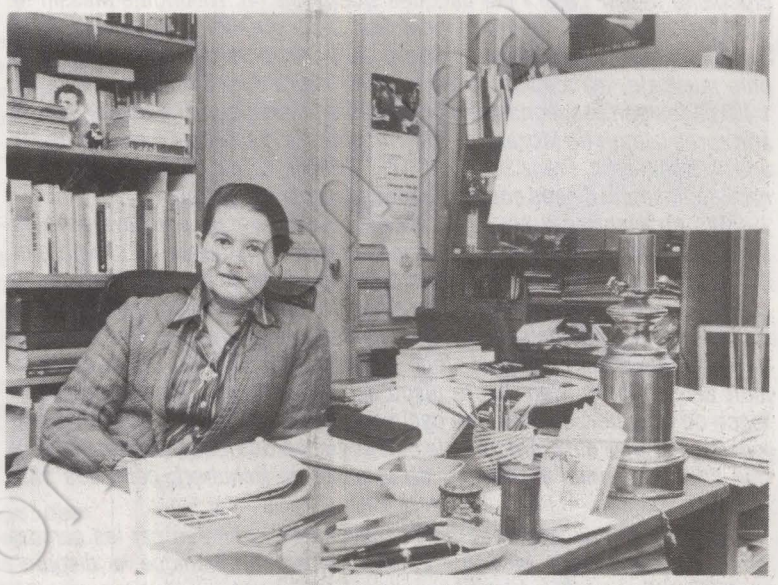
— Pour écrire un « Bach », je ne serais pas suffisamment calée en technique musicale. Certes, j'ai appris la musique, je joue du piano, je chante — mais sans plus. Olivier Alain prépare un « Bach » (7). Je serais très désireuse de réaliser un livre avec un contemporain, car l'homme serait là pour répondre aux questions. Ce qui m'intéresse, c'est le personnage créant, quelle que soit l'époque.

— Venons-en au bonhomme Schubert. Sa mort nous prive-t-elle de chefs-d'œuvre ou pensez-vous qu'il avait accompli son œuvre ? Par-delà toute musique-fiction, y a-t-il une réponse possible ?

→



— Après l'extraordinaire année de création qui précède sa mort, Schubert ne se pose plus de questions sur lui-même. Il ne se trompe plus. Il est conscient de la valeur de ce qu'il fait. De plus, Beethoven n'est plus là pour apparemment l'inhiber. Sa mort nous a privés de chefs-d'œuvre, encore que des spécialistes assurent que très vite, s'il avait vécu, sa maladie l'aurait paralysé et réduit au silence.



— Vous accordez une très grande importance à un rêve que fit Schubert en 1822 et qu'il écrivit ensuite. Rêve sur le conflit avec son père, sur la fuite dans la création. Il me semble que vous n'exploitez pas assez ce matériau sur le plan psychanalytique. D'une manière générale je vous trouve trop discrète sur la vie du compositeur, sur ses relations avec les femmes, etc.

— Avec ce rêve, en effet capital et très éclairant, j'ai voulu suggérer sans imposer un point de vue. D'autant qu'on n'a pas d'absolues certitudes : s'agit-il d'un rêve ou d'un récit — qui nous serait parvenu dans quelles conditions ?

L'univers de Schubert est d'une grande complexité. A la base, il y a une crise d'identité : « Est-ce que j'ai vraiment droit à l'existence, c'est-à-dire à l'existence de compositeur, et est-ce que je peux faire ça, c'est-à-dire composer ? » Tout cela se résout dans le rêve par la fuite hors du père. Quant à la femme, elle est l'interdit : lorsque Schubert prétend aimer la comtesse Karolyne Esterhazy, il sait par avance que cet idéal est impossible. A lire sa correspondance, et en faisant sa part à l'effusion romantique propre au temps, on peut même se demander si Schubert n'était pas tenté par l'homosexualité.

— Compositeur il est le « roi » du lied !

— A coup sûr. Il n'a pas de prédécesseur, il ne faut pas oublier que Beethoven n'a pas encore écrit « A la bien-aimée lointaine », que Schubert est déjà largement avancé dans son œuvre. Le lied est son lieu de liberté ; lieu modeste, puisque ce n'est pas un très grand genre et qu'en outre il faut servir un poème. Mais là son génie éclate et nous retrouvons toute la complexité de Schubert, puisque, dans d'autres genres, il faut se plier au modèle alors que, dans le lied, on peut innover complètement. Schubert s'éprouvera en déséquilibre tant que dans les autres types de musique il ne s'octroiera pas le droit à une même liberté.

— Liberté retrouvée dans la dernière année, puisqu'en plus des lieder du « Voyage d'hiver » et du cycle qu'on appelera « le Chant du cygne » il écrit les deux Trios, le Quintette pour deux violoncelles, la Neuvième Symphonie, la Messe en mi bémol, les trois Sonates, etc.

— En employant le langage des jeunes d'aujourd'hui, on dirait que Schubert s'éclate littéralement. C'est le moment où il se sent libéré, où il peut s'exprimer. Vitalité débordante de la Neuvième Symphonie, où l'unité est accomplie. De ce point de vue, sa mort prématurée m'apparaîtra toujours comme scandaleuse.

— N'existe-t-il pas, chez Schubert, une extraordinaire facilité qui l'apparenterait à Mozart par opposition à Beethoven où la création paraît le fruit d'une longue lutte ?

— Dans la « Promenade » de Schubert, il y a une négation du temps et l'instauration d'un temps du rêve. Notre civilisation éprouve ce besoin, ce qui nous rend Schubert proche. La création de Schubert épouse le rythme de son rêve, alors Schubert ne pense plus à la grammaire musicale, il a créé le cadre de son rêve où tout va se dérouler par association (ce qui renvoie encore à la psychanalyse). Ce temps indéterminé et ce caractère associatif, on les retrouvera, il me semble, chez Mahler, alors que Beethoven impose la rigueur de sa construction.

— Autre élément clef dans la biographie de Schubert : sa fixation sur l'opéra.

— La donnée sociale domine. Si l'on désire réussir musicalement il faut réussir dans l'opéra. Or Schubert, on le sait, a désespérément échoué de ce côté. Ce qui explique qu'à son corps défendant il sera le premier musicien à n'être que compositeur. De lui date la banalité de cette question-réponse : « Que fait ce musicien ? Il compose. »

— Que valent ses opéras ? On ne les joue jamais !

— Ce sont des choses merveilleuses. Il y a chez lui trois ou quatre grands opéras au moins, ils s'inscrivent dans la filiation de ceux de Weber. Et, dans quelques années, je vous parie qu'ils seront tous montés.

— Schubert s'est battu pour l'opéra allemand.

— Le phénomène a été « la Flûte enchantée », c'est-à-dire l'opéra chanté en allemand, principe repris par « Fidélio » et « le Freischütz », œuvres de Beethoven et Weber que Schubert admirait. En se posant contre l'opéra italien de Rossini, qui symbolise l'ordre ancien. A l'inverse de cet ordre, Schubert partage la vie du milieu universitaire libéral qui aspire au rang de bourgeoisie et de germanité ; l'ordre ancien, celui du milieu princier, étant, lui, en décomposition. Schubert subit une mutation de société au moment même où, avec ses amis, il éprouve l'enfermement de l'époque, celle de la censure metternichienne.

— Je suis frappé que ce « Wanderer » — c'est-à-dire ce « voyageur », cet « errant » — de Schubert ait finalement fort peu voyagé, deux fois en Hongrie et dans quelques villes autrichiennes.

— D'où précisément la multiplication de ces groupes qui se forment contre l'hostilité ambiante. Schubert vit dans une période de reflux, il éprouve l'absence de perspective de ce monde.

Schubert se caractérise, en effet, par une certaine incroyance. Un de ses proches amis lui rappelle dans une lettre que lui, Schubert, ne croit pas. Et d'ailleurs, dans toutes ses « Messes », à la différence des autres compositeurs, il supprimera toute référence à l'affirmation de l'Eglise. Il y a chez lui une mise en question générale de la cohérence de l'univers paternel, son père étant bigot ; l'Eglise s'apparente dès lors à l'ordre qu'il rejette en tant qu'institution. Néanmoins, son incroyance n'est pas absolue ; sinon, il n'aurait pas écrit ses « Messes ».



— Pour conclure, si je vous objectais que tout, chez un musicien comme Schubert, ne saurait s'expliquer !

— Rien, en effet, ne saurait expliquer définitivement le coup de génie d'une « Marguerite au rouet », écrit à l'âge de dix-sept ans avec une stupéfiante compréhension de l'étouffement de l'amour féminin. Pas plus que l'on comprend l'extraordinaire moment, cet instant privilégié du « Roi des Aulnes ». Comment expliquer que, pour Schubert, écrire de la musique est une nécessité vitale, absolue ?

Propos recueillis par
CLAUDE GLAYMAN

---

(1) Brigitte Massin : « Franz Schubert » — Fayard, 1 400 p.

(2) Cosima Wagner : « Journal I : 1869-1872/Journal II : 1873-1877 » — Gallimard, deux vol. de 744 p. et 614 p.

(3) Th. de Wyzewa et G. de Saint-Foix : « Mozart, sa vie musicale et son œuvre ». I : 1756-1777 ; et II:1777-1791. Desclée de Brouwer, deux vol. de 1 044 p. et 1 212 p.

(4) Chez Julliard.

(5) Celui-là même dont la légende veut que Schubert agonisant se soit fait jouer.

(6) Brigitte et Jean Massin : « Ludwig Van Beethoven », « Wolfgang Amadeus Mozart », « Recherche de Beethoven » — trois vol. de 846 p., 1 122 p. et 378 p.

(7) A paraître chez Buchet-Chastel.

DISCOGRAPHIE SELECTIVE DE SCHUBERT ETABLIE AVEC LE CONCOURS DE BRIGITTE MASSIN

— Lieder : Intégrale pour voix d'homme — Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Gerald Moore (piano) — trois coffrets Deutsche Grammophon (DG).

— « Voyage d'hiver » — Hermann Prey (baryton), Wolfgang Sawallisch (piano), Philips.

• Pour voix de femmes, Gundula Janowitz (soprano) — DG.

— Quatuors : Intégrale des quatuors à cordes par Mélos — un coffret DG.

— Piano : Intégrale Wilhelm Kempff – un coffret DG.

• Divers enregistrements d'Alfred Brendel — disques Philips.

• « Sonate en si bémol majeur », par Clara Haskil — Philips.

• « Wanderer Fantasie », par Bruno Léonardo Gelber — EMI-VSM.

— Neuvième Symphonie, London Symphony dirigé par Joseph Krips — Disque « Ace of Diamonds », Decca.

— « Trio en si bémol majeur » — Cortot/Thibaud/Casals — EMI/VSM.

— « Trio en mi bémol majeur » — Serkin/Adolph Busch/Herman Busch/ — EMI/VSM.

— « Quintette la Truite » — Schnabel/Quatuor Pro Arte — EMI/VSM.

— « Quintette pour deux violoncelles » — Quatuor Julliard — CBS.

— « Trois sonates (sonatines) pour violon et piano op.137 » — Nell (violon) et Ivar (piano) — Gothovsky — RCA.

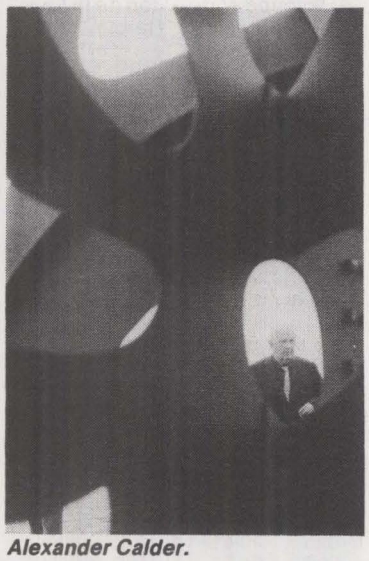
au risque de vous plaire



PARIS

*** Beaubourg (musée d'Art moderne) : Alexander Calder (jusqu'au 27 mars).**

Des gouaches, des personnages en fil de fer, des mobiles et des stabiles ; ponctué de textes, de photographies, de catalogues et de films, l'ensemble est une belle introduction à l'œuvre de cet « oiseleur du vent » que fut Calder.



Alexander Calder.

*** L'Orangerie : Donation Pierre Lévy (jusqu'au 16 avril).**

Plus collectionneur que mécène, Lévy acheta plus de deux mille pièces. Il vient d'en faire don à l'Etat. Et un cinquième de cette donation est offert aux yeux des Parisiens : des Matisse, des Delaunay, des Vuillard, des Bonnard, des Derain et des Picasso.

*** Grand Palais : Exposition 1978 des Indépendants (jusqu'au 9 avril).**

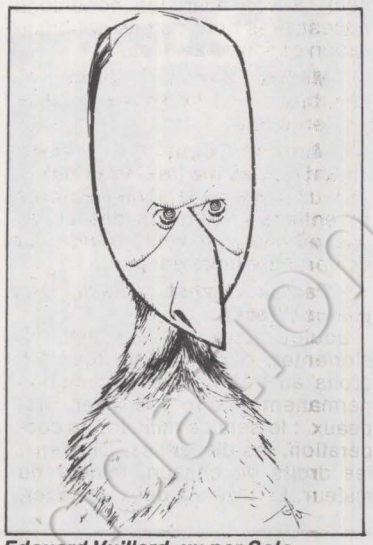
Cinquante chefs-d'œuvre de l'aventure cubiste : Picasso, Braque, Gris, etc. Trente-cinq artistes hongrois : le studio de Budapest. Et « Horizon-Jeunesse » : une exposition qui révèle soixante artistes provinciaux choisis par les critiques d'art des quotidiens régionaux.

*** Grand Palais : Réalisme et poésie dans la peinture russe, 1850-1905 (jusqu'au 15 mai).**

Quatre-vingt-six tableaux de la seconde moitié du XIXe siècle et des premières années du XXe. On y trouvera les premières recherches de Kandinsky et de Malevitch. On pourra y voir comment les artistes de l'époque tentaient d'échapper aux Académies.

*** Palais de Tokyo (ancien Musée d'art moderne, avenue du Président-Wilson) : Musée d'art et d'essai (depuis le 8 mars).**

Une formule intéressante : multiplier les thèmes d'exposition les plus divers pour utiliser au maximum le patrimoine qui dort trop souvent dans les sous-sols. Chaque exposition devenant un « essai ». Plusieurs essais pour l'inauguration : les Coutumes funéraires à Rome, en Etrurie et en Grèce ; la Mort dans la sculpture française ; Autoportraits de peintres, du XVe au XIXe siècle italien ; Technique de restauration des primitifs italiens de la collection Campana du musée du Petit Palais en Avignon ; etc.



Edouard Vuillard, vu par Solo.

*** Hôtel de Rohan : Cent Ans de République (jusqu'au 23 mai).**

Des vitrines remplies par les soins des Archives nationales. Pour revivre l'élection de Jules Grévy, la démission de Mac-Mahon, l'assassinat de la Commune par Thiers, l'affaire Dreyfus, la mort de Jaurès, Léon Blum à la présidence du Conseil, l'ascension de Pétain, l'appel de De Gaulle, les dernières guerres coloniales, les accords d'Evian et Mai 68.

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Collection Thyssen (jusqu'au 20 mai).**

La collection est habituellement à Lugano, à la villa « la Favorita ». Elle comprend des Dürer, des Holbein, des Fragonard, des Rubens, des Greco et des Goya. Elle fait cohabiter Van Gogh et Lautrec, Derain et Delaunay, Mondrian et Kandinsky, Picasso et Braque, Gris et Léger, Tanguy et Miro, Ernst et De Chirico, da Silva et de Staël.

*** Musée de l'Affiche (18, rue de Paradis) : Affiches modernes (jusqu'au 31 mars).**

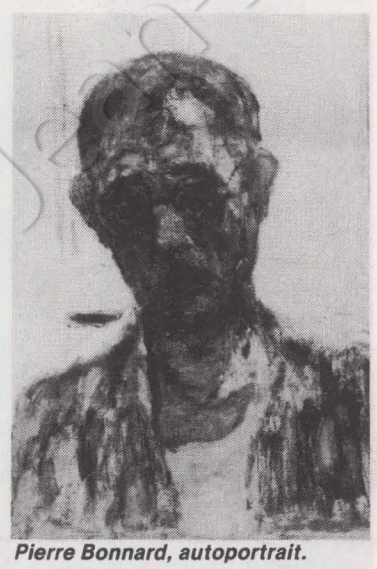
Il y a cinquante mille « pièces » entassées dans les caves des Arts décoratifs. Ce nouveau musée va permettre de les montrer enfin. Cette première exposition donne raison à Matisse : « Les affiches sont les fresques des temps modernes. »

*** Galerie Isy Brachot (35, rue Guénégaud, 6e) : Paul Delvaux (jusqu'au 29 avril).**

De Delvaux André Breton écrivit : « Il fait de l'univers l'empire d'une femme, toujours la même, qui règne sur les grands faubourgs du cœur. »

*** Fnac-Châtelet : Anders Petersen (jusqu'au 1er avril).**

Un Doisneau à la suédoise. Il photographie des personnages insolites ou de banales scènes de rue. Ce n'est pas toujours « beau ». Mais c'est la réalité figée d'un instant.



Pierre Bonnard, autoportrait.

*** Centre culturel américain : Dessins et aquarelles de Maurice Sendak, 1952-1976 (jusqu'au 29 avril).**

Sendak est l'homme qui a dessiné « Max et les Minimonstres ». Mais il n'est pas qu'un illustrateur de livres pour enfants...

*** Galerie « Nouvel Observateur » Delpire (13, rue de l'Abbaye, 6e) : Harry Gruyaert (jusqu'au 8 avril).**

Cette série de photographies est le résultat de sept années de voyage au Maroc. Fascinant.

*** Bateau-Lavoir (16-18 rue de Seine, 6e) : James Ensor (jusqu'au 15 avril).**

L'œuvre gravé d'un des plus étonnants symbolistes : le carnaval, la Mort, les démons et la satire sociale.

BANLIEUE

*** Maison des Arts de Créteil : l'Art mural aux Etats-Unis (jusqu'au 25 mars).**

On parle là-bas de « Public-Art ». Cette école murale s'est presque uniquement inspirée des muralistes mexicains : Orozco, Rivera et Siquieros.

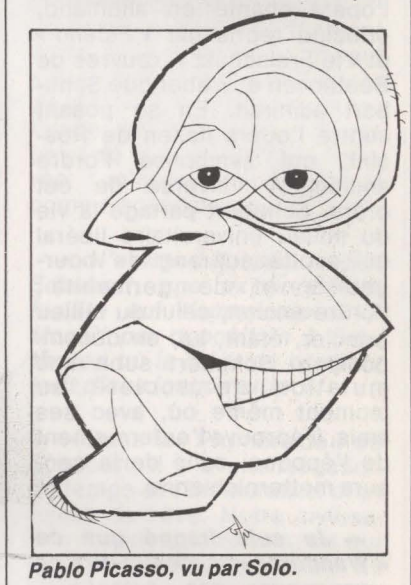
*** Bibliothèque Robert Desnos de Montreuil : Boitapoèmes (jusqu'au 15 avril).**

Un « livre ouvert » de la poésie ; où les volumes sont de grands cubes et les pages de grands panneaux.

PROVINCE

*** Centre d'action culturelle d'Angoulême : Bels, décibels et phones (jusqu'au 29 avril).**

Une série de vieux instruments sonores, de la boîte à musique au phonographe à cylindre. Une exposition réalisée par le musée national des Techniques de Prague.



Pablo Picasso, vu par Solo.

*** Maison de la culture d'Amiens : Bande dessinée et vie quotidienne (jusqu'au 26 mars).**

Une réalisation itinérante de Beaubourg. Où l'on voit comment la B.d. piège la réalité et lui donne éclat et démesure au rythme des mythes du moment.

*** Musée des Beaux-Arts de Tours : la Touraine néo-gothique (jusqu'au 27 mars).**

Le style néo-gothique engendra au siècle dernier en Touraine nombre de réalisations architecturales religieuses ou privées. Il influença aussi les objets plus quotidiens : meubles, pendules, porcelaines.

*** Maison de la culture de Rennes : Dessins et peintures de Bernard Morinot (jusqu'au 29 avril) ; Photographies de Jean-Noël Vinter (jusqu'au 29 avril) ; Peintures de Jean-Philippe Domecq (jusqu'au 27 avril).**

Ces trois artistes n'ont pas trente ans. Puissent tous les établissements culturels de province s'intéresser autant à l'art vivant !

*** Musée des Beaux-Arts du Havre : Sculptures de Michael Noble (jusqu'au 29 avril).**

Un grand sculpteur anglais qui a pris à la fois à Rodin et à Giacometti. Une belle synthèse !

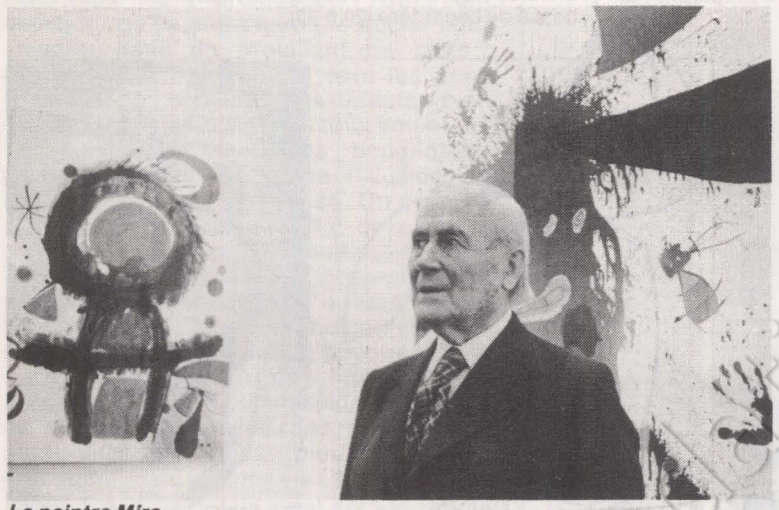


*** Ernest Mandel : Critique de l'eurocommunisme (François Maspero).**

Le titre est suffisamment explicite. L'auteur crie à l'escamotage. L'eurocommunisme ne serait qu'une nouvelle astuce moscovite. Le Kremlin aurait mouillé « le pétard Elleinstein » et désamorcé « la bombe Carrillo ». L'Histoire dira qui se trompe et qui a trompé qui.



Sonia Delaunay



Le peintre Miro

*** Catherine Claude : Voyage et aventures en écologie (Editions sociales).**

*** Pierre Pellerin : le Tracassin des environnés (Jean-Claude Simoën).**

Deux livres pour répondre à une seule question : comment s'y retrouver dans le galimatias écologiste ?

• Pierre Dreyfus . la Liberté de réussir (Jean-Claude Simoën).

Il fut patron de Renault pendant vingt ans. Les nationalisations, il connaît ! Modestement, il apporte son témoignage en disant quelles sont, à son avis, les conditions nécessaires pour qu'une nationalisation conduise au succès.

*** Michel Barlow : Notes et résultats scolaires de nos enfants (le Centurion).**

*** Maurice Bouchard : Votre enfant en sixième (le Centurion).**

Deux livres de la série « Parents et enfants ». Deux guides utiles aux parents qui veulent aider et comprendre leurs enfants.

*** Patrick Huchet : Guide des jeunes (Stock).**

Boulot : trouver un emploi, s'orienter, bénéficier de tous les droits au travail et à la formation permanente. Dodo : se loger. Drapeaux : le service militaire, la coopération, les dispenses. Citoyen : les droits de chacun, mineur ou majeur. Et : vivre à deux, voyager, tuer le temps, etc. Un outil très pratique pour la jeunesse.

*** Maurice Lemoine : le Cuir et le baston (Jean-Claude Simoën).**

La violence dans l'intolérance et le racisme. La violence dans le bruit, la bagarre et la musique. Bardée de cuir et d'agressivité, toute une jeunesse vit dans la violence. Elle s'accroche à des chimères : rock-and-roll rétro, insignes nazis, etc. On ne voit que les effets de cette délinquance. Mais les causes ?

*** Haroun Tazieff : la Soufrière et autres volcans ; la volcanologie en danger (Flammarion).**

A travers l'exemple des éruptions récentes de la Soufrière à la Guadeloupe et du Piton de la Fournaise à la Réunion, Haroun Tazieff interroge : où est la sécurité des populations ?

*** Simon Monneret : Vivre sa mort (Denoël).**

Qui est mort ? Qui n'est pas mort ? Où s'arrête vraiment la vie ? Des traumatisés, des noyés, des accidentés « en reviennent ». La mort est-elle si facile à déterminer ?

*** Christian Hernandez : Handicaps, handicapés (Editions sociales).**

N'y a-t-il que des inégalités naturelles ou accidentelles ? N'y a-t-il que des aveugles, des sourds et des paralytiques ? N'y a-t-il pas aussi des handicaps sociaux ? Qui ne sont que plus flagrants quand

→

à ne pas manquer

Quatre livres en « chanté »

Il y a les livres écrits, les livres parlés et les livres chantés. Ces derniers, on les lit aussi. Mais il faudrait peut-être envisager de les écouter. Parce qu'ils nous aident à mieux entendre. C'est le cas du « Georges Brassens » publié par Alain Pierson et diffusé par Weber. L'ouvrage, outre trente-cinq chansons de Brassens (textes et musiques) écrites entre 1952 et 1956, rassemble quelques études et commentaires littéraires ; mais, surtout, il nous livre une confrontation entre l'œuvre de Brassens et les événements historiques de la période 1952-1956. Forte !

« Passer l'hiver, François-Régis Barbry interroge Gilles Vigneault » (le Centurion) : on y voit grandir un homme et naître un chanteur ; en fond de décor, une belle province — « la Belle Province » —, le Québec y devient un pays. Allegro !

Comme Gilles Vigneault, Woody Guthrie croyait au bonheur. Mais sa quête fut plus dure et son attente plus longue : on ne balaie pas la réalité des Etats-Unis avec quelques accords de guitare bien plaqués. « Cette machine tue les fascistes », de Woody Guthrie (Albin-Michel), est un livre de lutte. Toutes les chansons du troubadour-vagabond ont l'œil noir : chômage, pauvreté, guerre, injustice, racisme, révolte. Guthrie ne chercha jamais à échapper à ce qu'il vit. Risoluto !

La « sardouillaise » est-elle, en revanche, une rengaine à mettre à la portée de toutes les oreilles ? Louis-Jean Calvet et Jean-Claude Klein se le demandent dans leur essai : « Faut-il brûler Sardou ? » (Savelli). En se donnant comme but d'étudier l'« effet Sardou ». Ils ne se contentent pas de crier : « A bas Sardou ! » Ils tentent de répondre : « Pourquoi Sardou ? Comment Sardou ? »

Georges Brassens



Le pamphlet eût été aisé. L'analyse est plus ardue. Mais elle démontre qu'il n'y a pas de ritournelle idéologiquement neutre. De la belle ouvrage et bien enlevée. Vivace !

Dente pour 78

Voici un homme de spectacle complet : Christian Dente. Metteur en scène, auteur, comédien, animateur, directeur de troupe, professeur : que n'est-il pas ? Il a créé les Athévains et fait entrer la création au Théâtre des Deux-Portes. Il a été directeur de l'école de théâtre du Théâtre national de Strasbourg. Il a fondé l'Association pour le Jeune Théâtre, qui a valu bien des soucis aux ministres de la Culture de la Ve République.

Il a fini par revenir à ses premières amours : il est auteur-compositeur-interprète. Il est de la veine d'Yves Montand et Francis Lemarque : un chanteur des rues qui affectionne particulièrement le jazz et l'accordéon. Il présente son nouveau récital à Paris, au Lucernaire-Forum (53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e), du 22 mars au 18 avril.

Titre de ce spectacle : « Chansons pour 78 ». Tout un programme, non ?

les personnes sont « diminuées »...

*** Philippe Savoye : Terrain d'aventure - Espace de vie (Editions Fédérop).**

Au Danemark, en Angleterre et ailleurs, les architectes, pour tout ensemble de logements, prévoient systématiquement ce terrain, cet espace vital où peuvent s'exprimer les muscles et les rêves. L'auteur, éducateur, s'interroge sur l'indifférence des collectivités françaises face à ce problème.

*** Pierre Audibet et Danielle Rouard : les Energies du soleil (le Seuil, collection Points).**

Capturer le soleil. En faire l'énergie de demain. Où est le rêve ? Où est la réalité ? Cet ouvrage répond très scientifiquement.

*** Jean-Pierre Hirsch : la Nuit du 4 Août (Gallimard-Julliard, collection Archives).**

Cette nuit de 1789 où le monde bascula, où furent abandonnés les privilèges... La République où nous vivons est née de ces moments-là.

*** Edma-Encyclopédie du Monde actuel : les Idées du XXe siècle (le Livre de poche).**

Le recours à l'idéologie. Et à quelques têtes bien faites qui sont les « phares » de notre temps : Einstein, Lénine, Sartre, Breton, Freud, Jaurès et quelques autres.

*** Georges Duby : Guerriers et paysans (Gallimard, collection Tel).**

Voici l'histoire d'un démarrage : celui de l'économie européenne entre les invasions barbares et l'essor des villes. C'est-à-dire entre le VIIe et le XIIe siècle.

*** Julian Gorkin : les Communistes contre la Révolution espagnole (Belfond).**

Quand l'Espagne républicaine se dresse contre la « croisade » de Franco, la gauche espagnole se déchire — et, selon certains, va jusqu'à s'entre-tuer. Gorkin a fondé le P.c. espagnol en 1921, puis le P.o.u.m. en 1934. Il témoigne ici des retombées staliniennes sur l'Espagne de 1936.

*** Robert Merle : Fortune de France (Plon).**

Le Midi contre la capitale. Les miséreux contre les riches. Ce pourrait être un récit d'aujourd'hui. C'est une chronique de la seconde partie du XVIe siècle. Centrée autour d'un jeune huguenot.

*** Albert Memmi : le Désert (Gallimard).**

Nous voici au XVe siècle, en Afrique, sur les traces aventureuses d'un certain Jubaïr Ouali El-Mammi... Ou comment un romancier, discrètement, remonte à ses origines.

*** Mustapha Tlili : Le bruit dort (Gallimard).**

La vie des émigrés à New York. Ils sont tous en quête de racines. Ils ne trouvent guère que brisures, destins incertains et morts imprévues autant que brutales.

télévision

VENDREDI 17 MARS

T.f. 1

« Le Don d'Adèle », comédie de Barillet et Grédy sur une domestique extra-lucide : grâce à Jean Le Poulain et à Maria Pacôme, il est possible de rire (21 h 30).

A. 2

« Un ours pas comme les autres », feuilleton de Nina Companeez, qui décrit allégrement le calvaire d'un séducteur involontaire (21 h 20).

Apostrophes a invité ces pelés, ces galeux que sont les poètes (22 h 25).

« A travers le miroir » : un nœud de vipères scandinaves, magistralement étudié par Bergman (23 h 40).

F.r. 3

Les ressources du XXIe siècle : des fermes sous-marines à l'énergie solaire, les pionniers préparent l'an 2000 (21 h 35).



Harriett Anderson dans « A travers le miroir ».

SAMEDI 18 MARS

T.f. 1

Numéro un : Robert Charlebois, un chanteur qui a des idées, une bonne bouille, une vraie voix (20 h 30).

A. 2

« Madame le Juge » : filmée par Chabrol, Simone Signoret humanise la justice (20 h 35).

F.r. 3

« La Robe mauve de Valentine » : comédie de Sagan, pour les amateurs de bonbons acidulés (20 h 30).

DIMANCHE 19 MARS

T.f. 1

« Le Bourgeois gentil mec », film transposant la pièce de Molière et permettant à Darry Cowl de faire des « darrycowleries » (17 h 50).

Soirée législatives : de 20 h à 2 h du matin, Bernadac et Duhamel vous feront vivre des heures éprouvantes pour les nerfs.

A. 2

Soirée législatives : Elkabbach et Mougeotte — avec Chancel pour les « rafraîchissements » — ont invité six Français types pour commenter les résultats avec les leaders politiques (à partir de 20 h).

F.r. 3

Soirée législatives (19 h 55), avec Jean et Claude Lefèvre.

« La Lilloise maudite » : téléfilm larmoyant pour tromper l'attente (20 h 25).

Suite des résultats électoraux (21 h 15).

« Une fille très avertie » : comédie américaine qui nous montre Shirley MacLaine chassant le mari dans les rues de Manhattan (23 h).

LUNDI 20 MARS

T.f. 1

« L'Intruse » : téléfilm américain sur une jeune institutrice chargée d'instruire des enfants... qui en savent plus long qu'elle (20 h 30).

A. 2

« La Farce du destin » : du gros guignol un peu indigeste (21 h 55).

F.r. 3

« La Folie des grandeurs », film de Gérard Oury inspiré de « Ruy Blas » : Louis de Funès s'en donne à cœur joie (20 h 30).

MARDI 21 MARS

T.f. 1

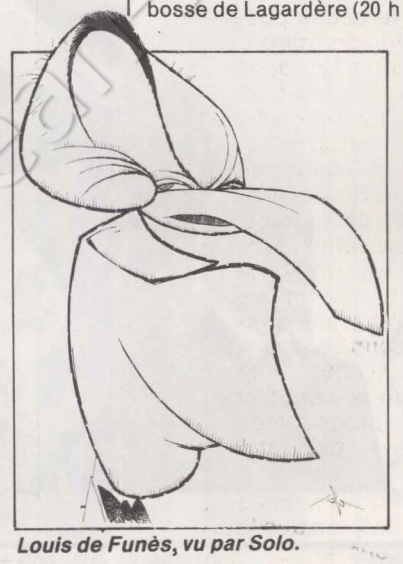
L'Orient Express : Paris-Bucarest dans les premiers wagons-lits (20 h 30).

A. 2

« Mourir d'aimer », film d'André Cayatte, basé sur un fait divers réel : le suicide de la prof inculpée de détournement de mineur (20 h 30). Pour suivre un débat sur la liberté des adolescents.

F.r. 3

« Le Bossu », production franco-italienne d'après le mélo de Paul Féval : Jean Marais porte gaillardement la bosse de Lagardère (20 h 30).



Louis de Funès, vu par Solo.



« Un ours pas comme les autres ».

MERCREDI 22 MARS

T.f. 1

« Les Bijoux de Carina » : film pseudo-policier qui file bon train dans une Côte d'Azur de cartes postales (20 h 30).

Les grandes énigmes : un regard sur les engins spatiaux qui nous espionnent (21 h 55).

A. 2

Question de temps : magazine d'actualité (20 h 30).

Musique, médecine de l'âme : comment un organiste de Montpellier soigne des enfants handicapés (21 h 40).

F.r. 3

« La Discorde » : film de Georges Franju, d'ordinaire mieux inspiré (20 h 30).

JEUDI 23 MARS

T.f. 1

« Jean-Christophe » : dans sa mansarde parisienne, le héros du feuilleton rêve à son Allemagne natale (20 h 30).

L'Evénement, magazine d'actualité (21 h 25).

A. 2

« Les Vendanges », film franco-américain : un drame sentimental endeuille la fête du raisin (15 h).

« La Passion » : dramatique de Raoul Sangla, crucifiante d'ennui (20 h 35).

F.r. 3

« Chacal », film de Fred Zinnemann, tiré du best-seller de Frederick Forsyth : de Gaulle échappe de justesse au plus diabolique des complots (20 h 30).

ON DEMANDE SANG NEUF

Bavardage et remplissage sont les deux mamelles de l'échec. Une spécialité française dans la confection des feuilletons

UN coup à droite, un coup à gauche, un coup en l'air, trois coups pour rien. A qui se fier si les Franju, Sangla, Moati, réalisateurs de talent, ne tiennent plus leurs promesses ? Comment expliquer qu'ils aient loupé le coche pour s'égarer dans un brouillard de mots ? Bavardage et remplissage sont les deux mamelles de l'échec. Et des défauts « bien de chez nous », hélas ! Si creux soient-ils, les feuilletons américains bougent et cognent, offrant au moins l'illusion de l'action. En France, on cause. On déverse sur la tête du public un flot de paroles, d'allusions, de références culturelles, dont — toutes les enquêtes le prouvent — le téléspectateur n'assimile qu'une infime partie. Ensuite, face aux indices consternants, nos meneurs de jeu soupirent : « A quoi bon donner des perles aux cochons ? » Et les commissions chargées de veiller à la qualité des programmes émettent des vœux pieux que nul n'écoute.

« La Farce du destin » est cet « exemple rare d'une réalisation qui va plus loin que le scénario ne l'y autorise », nous annonce modestement Raoul Sangla, co-auteur avec André Labarthe du feuilleton qui, depuis le 13 mars et jusqu'au 10 avril, se déroule sur A. 2 (à 21 h 35).

Et le voici qui fonce, à l'aveuglette, dans l'absurde. Ce parti pris d'extravagance aurait pu déboucher sur une «branquignolade », d'autant plus que l'idée de départ ne manquait pas de sel. Un gang de malfrats italiens, dirigé par un oncle d'Amérique, tente de s'emparer d'un trésor caché sous la Maison de la Radio. Mais, si nous pénétrons dans les coulisses de l'audiovisuel, c'est par la petite porte, et la charge énorme que nous espérions s'émiette en traits d'esprit, en plaisanteries sournoises dont seuls les gens du sérail apprécieront l'humour. Quand on tient la poule aux œufs d'or, il faut en profiter. Pourquoi diable Sangla s'est-il contenté de lui chatouiller le bout des plumes ?

Georges Franju, lui, aspire à la satire de mœurs. « La Discorde », adaptée d'une nouvelle de Jean-Louis Curtis (F.r. 3, le 22 mars, à 20 h 30), décrit les épreuves que rencontre un revenant, Daniel Gélin, regagnant son foyer après une dizaine d'années d'absence. A son départ pour l'Argentine, il n'aimait guère les siens ; à son retour, il les juge plus sèvèrement encore. Pourtant, ils ont radicalement changé : sa grande bourgeoise de femme, sa petite bourgeoise de fille se grisent à présent de folklore gauchiste, son facho de fils a versé dans le hippisme.



Y a d'l'abus !

M. Dassault, quatre-vingt-six ans, le plus beau fleuron de l'ex-majorité, ne voit pas pourquoi on le nationaliserait.« Je ne suis plus un petit commerçant, nous a-t-il confié (T.f. 1, le 9 mars). Je l'ai été, mais j'ai grandi et je suis responsable de tout avec mon associé : l'Etat. Si mes affaires vont bien, l'Etat est content. Si elles vont mal, l'Etat m'aide. » Et si un jour les contribuables en avaient ras le bol ?

« Ne vous laissez pas prendre au piège de l'alternance, a tonné Raymond Barre à la veille du premier tour. Je dis oui à l'alternance, mais pas en faveur d'une coalition qui établit les communistes au plus haut niveau de l'Etat. Est-ce que M. Mitterrand, c'est M. Ramadier ? » Si pour obtenir le droit d'« alterner », il faut à présent porter la barbichette, où va-t-on ? (T.f. 1, le 10 mars).

Dans son discours-avertissement, prononcé après la fermeture de la campagne électorale, le président de la République a rappelé cette vérité que tous les gens bien nés connaissent : « Lorsqu'on perd son rang, on ne sait jamais quand on le retrouvera. » Avis aux smicards qui seraient tentés de brader leur rang pour mettre un soupçon de beurre dans leurs épinards.

Ecœuré, Gélin file à l'anglaise avec une nurse qui, par une heureuse coïncidence, est anglaise elle aussi. Le ridicule des dialogues, l'outrance de l'interprétation forcent le rire. On n'en regrette pas moins de voir Franju, l'inoubliable auteur du « Sang des bêtes », sombrer dans le roman-photo.

Et que dire de ce « Brave Soldat Svejk » défiguré par la Comédie du Havre ? Quelle mouche a piqué Serge Moati de filmer pareil spectacle ? Que reste-t-il du héros de Jaroslav Hasek,ce Charlot tchèque dont la maladresse et l'astuce nous ravissaient ? Chaussé de bottes de plomb, écrasé d'arrière-pensées, il patauge dans un cauchemar qu'une pointe d'érotisme, un soupçon de sadisme colorent ici ou là (F.r. 3, le 1er avril, à 20 h 30). Hâtez-vous de fermer votre poste et de lire ou relire le chef-d'œuvre dont cette lugubre farce prétend s'inspirer.

Que ce triple échec ne vous incite pas, pourtant, à sonner le glas de la création ! Déjà, la relève pointe à l'horizon avec les Nina Companeez et Pascale Breugnot (deux femmes, tiens, tiens !). Si la France fait peau neuve, notre vieille télé lui emboîtera le pas. A vous de lui donner le signal.

GABRIELLE ROLIN

L'Institut d'éducation permanente Léo-Lagrange organise des stages de formation d'animateurs en centres de vacances et de loisirs. Ces stages sont ouverts à tous les jeunes de plus de 17 ans. A la fin des trois sessions : théorique, pratique, perfectionnement, vous pourrez obtenir le B.a.f.a. — Brevet d'aptitude pour la formation des animateurs.

Les trois sessions s'effectuent sur une période de deux ans.

Exemple, quelques dates de stages :
— Théorique, du 2 au 9 avril 1978 - Saint-Germe ;
— Théorique, du 1er au 9 avril 1978 - Marseille ;
— Théorique, du 8 au 15 avril 1978 - Sens ;
— Perfectionnement, du 17 au 22 avril 1978 - Matemale (ski et découverte montagne) ;
— Perfectionnement, du 22 au 26 mai 1978 - Pau (audio-visuelle) ;
— Perfectionnement, les trois derniers week-ends de juin 1978 - Fontenay-aux-Roses (activités manuelles) ;
— Perfectionnement, du 28 mars au 2 avril 1978 - Lion-sur-Mer (poterie).

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au secteur C.v.l. national, Fédération Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 824-63-01 (secteur C.v.l.).

Petites annonces

Ville d'Ozoir-la-Ferrière, en Seine-et-Marne (plus de 12 000 habitants), recrute par voie de mutation un commis spécialisé en aide sociale.
Envoyer C.v. détaillé à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Ville d'Ozoir-la-Ferrière, Seine-et-Marne (plus de 12 000 habitants), recrute de toute urgence, par voie de mutation, secrétaire général adjoint, assimilé à secrétaire général des villes de 5 000 à 10 000 habitants.
Envoyer C.v. détaillé à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Ville d'Ozoir-la-Ferrière (plus de 12 000 habitants) cherche gestionnaire de cantines (800 à 1 000 repas), si possible par voie de mutation.
Envoyer C.v. détaillé à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Ville de Saint-Egrève (Isère) 15 000 habitants, recherche un chef de bureau, par voie de mutation, pour prendre en charge les secteurs : social, santé, emploi.
Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, devront être adressées à M. le Maire, hôtel de ville, 38120 Saint-Egrève, avant le 31 mars 1978.

Ville de Carrières-sur-Seine (Yvelines), 12 000 habitants, recrute dans les conditions statutaires un (e) secrétaire général (e). Poste à pourvoir le 1er juin 1978.
Ecrire avec C.v. et photo à M. le Maire, 78420 Carrières-sur-Seine.

Ville de Clichy (Hauts-de-Seine) recrute, par voie de mutation, chefs de bureau et rédacteurs divers services.
Adresser candidatures à M. le Maire, B.P. 201, 92112 Clichy.

Yougoslavie, deux semaines, pension complète depuis 620 F. Réduction pour enfants. 750 km frontière française.
Arvel, 13, cours des Brotteaux, 69006 Lyon.

Jeune homme, 26 ans, dégagé O.m., ambitieux et consciencieux, licencié en droit (4 cert.), équivalence maîtrise ; expérience : 1 an dans cabinet avocat, dactylographie, cherche place stable (service contentieux ou équivalent) dans cabinet avocat, banque ou services publics. Etudierait toute proposition.
S'adresser à « l'Unité », qui transmettra.

S.E.C.
SOCIETE
D'ENTREPRISES
DE CANALISATIONS

**145, avenue de Saint-Ouen,
75 - PARIS 17e.**

**Centre de travaux :
56 - LORIENT, 25, rue Brizeux.**

Tous travaux de canalisations :

**EAU - GAZ - ASSAINISSEMENTS
ETUDES ET PROJETS**

**S.A. au capital
de 2 000 000 de francs.**
R.C. Seine 56 B 11-392

presse-édition
publicité
c'est
une
réalisation
nordeogapress
209 rue d Arras_Lille
Tél 52 01 09
faites
connaitre
votre
ACTION
faites
connaitre
votre
REGION
par
l'intermédiaire
DE NOTRE SOCIETE

Directement du producteur
CHAMPAGNE
BARON FUENTE
Vigneron 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande tél. : (23) 82.01.97.

achetez un studio

chez

MERLIN S.A

PROFITEZ DES PRIX SACRIFIES

SUR LA COTE NORMANDE

pour votre résidence près de la mer



A 2 H 15 ENVIRON DE PARIS, (ENTREE DE L'AUTOROUTE) DANS LA RÉSIDENCE « PÉGASE »

une jolie petite résidence de 2 étages entièrement terminée

UN EXEMPLE UN TRES BEAU STUDIO AVEC BELLE LOGGIA

69.000 F SACRIFIÉ :

PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

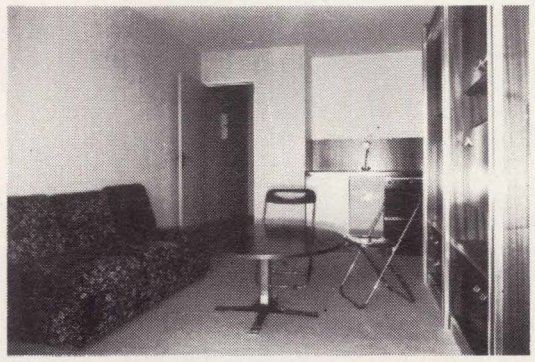
AVEC SEULEMENT UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RESERVATION, 15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME.

VOUS POUVEZ CHOISIR SUR PLACE !

Vous pouvez également entrer immédiatement en possession de votre studio dès l'acceptation de votre dossier crédit, ou dès paiement comptant

NE PERDEZ PAS DE TEMPS

Venez nous voir d'urgence car ils "partent" vite ! (Cette vente promotionnelle n'est valable que jusqu'à épuisement du stock)



Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques, plus four - évier inox avec égouttoir - meuble rangement sous évier - réfrigérateur 130 l - salle de bains aménagée - chauffage électrique intégré par radiateurs - sol moquette - double vitrage - conformité avec toutes les normes. TRAVAUX CONTROLÉS PAR LE BUREAU SOCOTEC.

NOUS VOUS CONSEILLONS D'ALLER VISITER AILLEURS ET SI, POUR 69.000 F, VOUS TROUVEZ UN STUDIO TERMINÉ ÉQUIVALENT... BRAVO ! IL Y A PLUS FORT QUE NOUS...

merlin S.A.

BUREAUX DE PARIS
31, RUE DE RIVOLI - 75004

ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE – MÉTRO : HOTEL-DE-VILLE

Bureaux ouverts tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h, sauf dimanches

TÉL 277.11.13

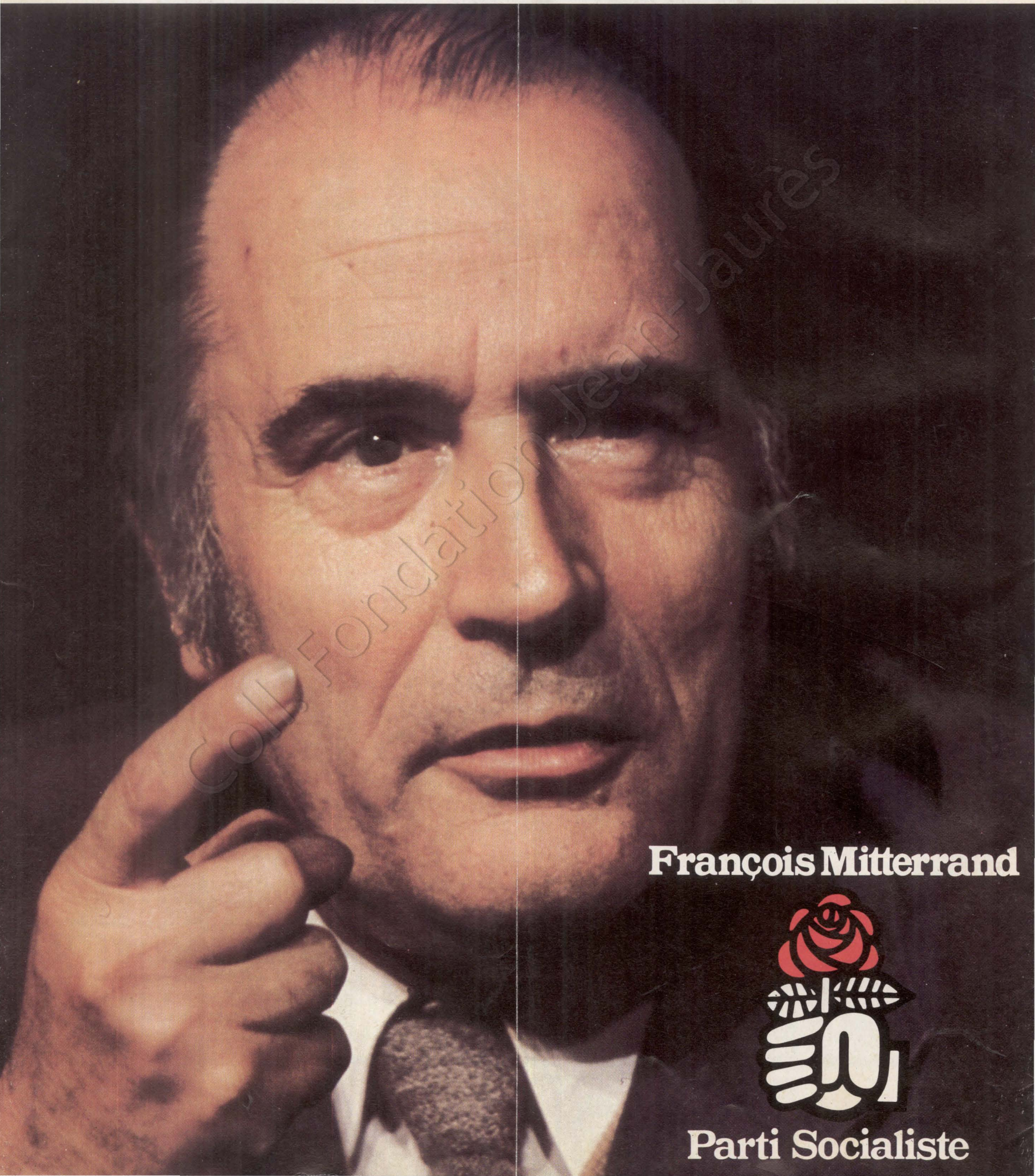
ET DANS TOUS NOS BUREAUX DE LA COTE NORMANDE
ouverts tous les jours, sans interruption, de 9 heures à 19 heures
Y COMPRIS DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS – FERMÉS LE MARDI

Crédit par la banque de LA HENIN COGEFIMO, réalisés par M. Potier de la Varde à Caen (14)

TELEPHONEZ VITE !

pour votre visite sur place, dans la résidence

La victoire en votant.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

François Mitterrand

Parti Socialiste